

# Critique Communiste

Revue mensuelle de la Ligue communiste révolutionnaire  
(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

N°85

MAI 1989

20 F

- ◆ PCF  
quand les banlieues  
étaient rouges...
- ◆ Il y a vingt ans,  
le 1<sup>er</sup> Congrès de  
la Ligue communiste  
(deuxième partie)
- ◆ Sur *le rêve mexicain*  
de J. M. G. Le Clézio



**QUOI DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL DE SATAN ?**  
**A propos de l'affaire Rushdie**



# Quoi de neuf sous le soleil de Satan ?

(à propos de l'affaire Ruschie)

ALAIN BROSAT

## FOOT-BAAL

La légende veut que Carthage, assiégée par Rome et voulant échapper aux souffrances de l'agonie, précipitât ses enfants dans la fournaise allumée dans la gueule de la statue du dieu Moloch-Baal. Les jeunes, dit-on, allaient au sacrifice résignés, mais persuadés néanmoins que le mort donnerait un sens à leur vie.

Peut-on encore ergoter à l'infini sur les circonstances qui ont permis la tuerie de Sheffield, de la disposition des grilles à l'incompétence des *bobbies*, alors qu'il est évident que c'est l'angoisse du vide, le sentiment du *No future*, qui a tué ?

Dans un monde où tout est devenu marchandise, à commencer par la vie des hommes, plus rien n'a de valeur lorsque les cours s'effondrent. La vie humaine, qui n'avait, dit-on, pas de prix, n'en a précisément plus, puisqu'on jette à la rue les travailleurs devenus inutiles, comme des coupons de bourse usagés. La vie, la leur et celles des autres, n'a plus de sens. L'oublier, s'oublier, c'est bien le désespoir des supporters de Liverpool, bien au-delà des seuls hooligans. Le football maintient les souvenirs d'une communauté brisée par la crise capitaliste, entretient l'espoir factice d'un monde où l'on serait riche et gagnant, comme les dieux de la pelouse. La vie réelle mérite si peu d'être vécue qu'elle peut être sacrifiée pour un peu de cette drogue, en se jetant s'il le faut dans la gueule du stade.

Sheffield, c'est la barbarie qui renaît sur les ruines laissées par le libéralisme thatchérien. Demain, nous le savons, la crise capitaliste, dont personne ne voit l'issue malgré l'éclaircie du moment, peut jeter des millions d'êtres dans les bras des intégrismes, comme la misère de l'Iran soumise depuis si longtemps à l'oppression impérialiste l'a fait basculer dans celui, soi-disant islamique, de Khomeiny.

Redonner un sens à la perspective du socialisme, la seule qui ne soit pas mythique parce qu'elle permettra enfin à l'humanité de maîtriser son destin, est ici d'une tragique actualité.

### SOMMAIRE

**4** Quoi de neuf sous le soleil de Satan ?, par Alain Brosat.

**14** PCF : quand les banlieues étaient rouges, par Jean Lantier.

**20** Vingt ans ! (2<sup>e</sup> partie), par Antoine Artous.



**27** La Dollarisation de Pierre Salama, par Nicolas Bénéès.

**29** Le Trotskysme aujourd'hui de Pierre Turpin, par Francis Sitel.

**30** Eloges d'un monde perdu, *Sur le rêve mexicain* de J.M.G. Le Clézio, par Didier Hanne.

Photo de couverture : Xochipilli, le Seigneur des fleurs, sculpture aztèque.

# Quoi de nouveau sous le soleil de Satan ?

(à propos de l'affaire Rushdie)

ALAIN BROSSAT

**S**il tout ceci n'était qu'un jeu, une tragédie-bouffe — comme c'est le cas lorsque le gouvernement britannique s'oppose à la diffusion sur le territoire de l'*United Kingdom de Spy Catcher*, le pamphlet de l'ancien agent anglais, Peter Wright, retiré en Australie, ou lorsque Pasqua interdit à l'affichage quelques revues pomographiques — on commencerait par saluer le génie publicitaire de Salman Rushdie : il n'est pas en effet à la portée du premier écrivain venu de mobiliser rien moins qu'un chef d'Etat, ou assimilé, en qualité d'*attaché de presse*. Comme chacun sait dans l'édition, semer le vent est l'art le plus difficile qui soit et lorsque d'aventure l'on y parvient, ce sont, avec la tempête, de solides dividendes que l'on récolte. Sous nos latitudes, un livre, un film qui scandalisent, qui réveillent la censure ou suscitent dans la presse et l'opinion publique des batailles d'Hernani constituent, en principe, une rare *bénédictio*n pour leur auteur, leur éditeur ou leur producteur. Trivialement, disons que l'émoi, le scandale, les trances *rappo*rtent. Mais ce n'est pas seulement cela : il est de plus en plus rare en notre monde qu'une œuvre d'art parvienne ainsi à s'évader des circuits de la reconnaissance commerciale pour vivre d'une vie vraie et trépidante sur la place publique et animer sans médiations le champ social. Ce que font, précisément, à l'échelle de la planète entière, depuis des semaines et des semaines, *les Versets sataniques* de Salman Rushdie.

Mais il se trouve qu'en l'occurrence, *on ne joue plus*. Rushdie a été pris en otage par Khomeiny et, si sa situation présente est assurément plus enviable que celle de ses compagnons d'infortune détenus au Liban, il n'en est pas moins exposé qu'eux au danger qu'un jour, la fatale « flèche noire » l'atteigne comme elle a atteint Michel Seurat et quelques autres. Du coup, il est bien clair que ce n'est pas des *Sentiers de la gloire* de Kubrick (interdit des années durant sur les écrans français), de *la Religieuse* de Rivette (mis au placard sous le règne éclairé d'André Malraux), voire des témoignages sur la guerre d'Algérie que, naguère, François Maspero tentait en vain d'éditer qu'il s'agit là. Notre regard

se tourne vers d'autres temps et d'autres lieux, ceux où, par exemple, on « suicidait » l'écrivain Erich Mühsam après avoir brûlé ses livres sur la place publique, ceux où Ossip Mandelstam, Isaac Babel et tant d'autres poètes et prosateurs soviétiques s'évanouissaient dans les brumes du Goulag. *Tracasser des livres et condamner à mort des écrivains pour leurs écrits, ce n'est pas tout à fait la même chose*. Là



encore, la précision dans le repérage préalable des lieux du « délit » est importante : Rushdie n'est ni un publiciste, ni un idéologue, ni un propagandiste, ni un agitateur, c'est un écrivain, un auteur de fiction et c'est bien la publication d'un roman (objet et « marque » déposés donc, de prime abord, dans le domaine de l'art) réputé impie qui lui vaut la promesse d'être bientôt « envoyé en enfer ». Affirmer que les artistes ne jouissent, en tant que citoyens, qu'êtres sociaux, d'aucune immunité particulière est une position qui se défend parfaitement, Brasillach ne méritait pas moins le poteau, en ce sens, que Laval. Autre chose est de dénier toute forme d'exterritorialité à l'art vis-à-vis de la politique. Quand la littérature « décadente » se consume sur les brasiers, quand l'art « contre-révolutionnaire » tombe sous

la juridiction des esthètes du NKVD, les chambres à gaz et les glaces éternelles de la Kolyma sont tout près. Ce n'est pas là une « vérité » intemporelle d'intellectuel attaché à la défense corporatiste de ses prérogatives, c'est le legs sombre de l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle.

### **AVATARS DE LA RAISON**

Le désarroi, les bévues, les volte-face, les bégaiements et les réponses trop courtes ou trop rouées face à l'« affaire » traduisent d'abord une tétanie de la pensée confrontée à une « crise » dont chaque péripétie révèle davantage la complexité. Pour y voir (autant que faire se peut) clair dans l'affaire *des Versets sataniques*, il faut commencer par se défier des énoncés simples, qu'ils soient inspirés par le fameux « bon sens », ou d'intangibles principes. Ne voir cette scène à dimensions multiples que sous un seul angle (celui des droits inaliénables de l'écrivain, par exemple, ou, au contraire, de la nécessité de veiller en priorité à la sécurité des biens et des personnes), c'est la rater *intégralement*. Or, nous vivons à l'âge des énoncés univoques et péremptoirs, ceux, notamment, que proposent les médias donc la caractéristique est précisément de n'avoir *pas le temps* de produire une réflexion articulée sur un réel complexe. L'habitude de penser la complexité comme totalité articulée, comme ensemble de rapports se perd et se réfugie dans des tribus discrètes — dont il n'est pas exclu qu'elles soient en voie d'extinction. C'est bien pourquoi la « raison » qui se dégage dans les médias à l'occasion de l'« affaire » apparaît inversement proportionnelle au *bruit* produit à l'occasion.

Dans un habile entretien accordé au *Monde*<sup>1</sup>, M. Mohamed Arkoun, professeur d'histoire de la pensée islamique à la Sorbonne, dégage la substance philosophique de tout ce vacarme : au nom de quelle légitimité, de quelles valeurs universelles, de quelle Raison partagée l'« Occident » est-il habilité à dénoncer la barbarie de la *fatwa* de Khomeiny ? « Réagir seulement, dit-il, en invoquant Voltaire, Rousseau, les droits de l'homme, la liberté de l'artiste et de l'écrivain, c'est se référer à des thèmes

connus et à des conquêtes de l'esprit précieuses pour tous les hommes, mais vous ne pouvez pas demander à toutes les cultures de suivre la trajectoire tracée depuis deux siècles par la France et l'Europe ! S'en tenir à ce discours, ce serait exiger des autres cultures qu'elles s'enferment dans le seul modèle occidental de développement historique, de réalisation intellectuelle et artistique. Ce serait répéter le discours colonial, qui légitimait la domination sur les autres peuples et cultures par l'exportation de la civilisation élaborée en Europe. » Et d'enfoncer le clou : « La pensée occidentale se montre incapable d'évoluer en dehors de modèles historiques mis en place en Europe, renforcés par l'Occident technologique. (...) J'accuse la raison des Lumières d'avoir substitué le dogme de sa souveraineté à celui de la raison théologique, sans avoir créé les conditions d'intelligibilité des fondements sémiologiques de toutes les cultures et, en premier lieu, des enjeux de signification dans l'aventure sémiologique *réelle des sociétés du Livre*. »

La charge est subtile et ravageuse, pour autant qu'elle met en exergue l'implicite et l'impensé de la plupart des réactions occidentales à la fulmination de l'ayatollah, c'est-à-dire le préjugé présomptueux selon lequel notre conception du droit, de l'art, de la liberté individuelle, de la place de la religion dans la vie sociale, etc. serait inscrite, pour ainsi dire, dans la nature même de la culture humaine, de toute culture humaine et d'emblée dotée, de ce fait même, d'une autorité universelle. Or, il est trop facile de dissiper l'illusion de cette légimité *urbi et orbi* de la Raison sur laquelle s'affirme fondée notre démocratie pour qu'il soit nécessaire de s'y attarder longuement. Ce que M. Arkoun dit, en passant, du colonialisme, nous pouvons le dire aussi du fascisme et d'Auschwitz, produits, eux aussi, de cette visualisation, et du paysage ravagé du présent, tel que le décrit inlassablement, par exemple, un journal aussi peu « enragé » que *le Monde diplomatique* — un présent où la sous-nutrition, la mortalité infantile, l'analphabétisme, l'endettement de centaines de millions d'habitants de la planète constituent l'indispensable support de l'illusion nourrie par quelques dizaines de millions d'autres



d'incarner l'homme et ses valeurs universelles. Plus que jamais, comme dans la Cité grecque, *il faut des esclaves aux hommes libres*, et l'esclavage des premiers constitue le plus solide fondement matériel mais aussi culturel de la liberté des seconds.

Aussi bien, ce « dogme » de l'universalisme des Lumières qu'incrimine M. Arkoun a depuis pas mal de temps déjà commencé à se désagréger sous les coups de ses propres enfants. La Raison triomphante dont le positivisme constitue le dernier avatar ne s'est jamais remise et ne se remettra jamais des deux guerres mondiales, du nazisme, du stalinisme et du génocide juif. L'impérialisme scientifico-technique et le pauvre discours libéral de la

liberté qui en tiennent aujourd'hui lieu sous nos latitudes sont constellés de trous noirs et de vides béants ; aux questions politico-éthiques ou culturelles les plus insistantes (informatique et libertés, mise en œuvre raisonnée des avancées de la génétique, peine de mort, statut de l'étranger dans nos sociétés, etc.), ils ne répondent, au mieux, que par des borborygmes. Sur l'agora philosophique elle-même, Heidegger et sa suite, Adorno et ses amis, Foucault n'ont pas attendu que les « barbares » — au sens hellénique du terme — viennent dénoncer nos présomptions ethnocentriques pour bousculer un certain décor de la Raison. Le renvoi à la question « au nom de quoi ? » opéré par l'honorable professeur est donc de bonne guerre et ses

questions portent habilement au défaut de l'armure. Toutes ces « valeurs », tous ces « principes » qui, spontanément, se trouvent remobilisés dans les réparties proférées en Occident au verdict de l'imam ont subi, à l'épreuve de l'histoire des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles une telle érosion, ils ont si souvent subi le sarcasme de ceux qui s'en affirmaient porteurs qu'ils ne peuvent sans abus s'affirmer principes régulateurs de toute vie humaine, de toute culture. Il y a, nous le savons bien, une formidable hypocrisie à rapporter les puissants flux de barbarie que nous voyons surgir ici et là, loin de notre site protégé (khmers rouges, guerres libanaises, massacres ethniques en Afrique noire, dictatures militaires en Amérique latine...) à la *singularité* des pays, des peuples ou des cultures concernées. La particularité de la bonne conscience que l'on appelle, pour faire vite, « occidentale », c'est de ne revendiquer et assumer que la part *décorative* de son héritage, de ce que l'Occident capitaliste a légué aux « autres » : les Droits de l'homme, la Raison, la démocratie, la souveraineté, la liberté individuelle ; le reste, la part maudite de ce legs — et qui n'est pas moins actif dans le présent — se trouve automatiquement imputé à l'immatunité des autres, à leur « différence » voire à leur intrinsèque inaptitude à vivre dans la lumière des Lumières. Lorsque l'armée algérienne massacre sa jeunesse à la mitrailleuse, nous n'y sommes pour rien, strictement pour rien et ce n'est pas notre *histoire*, au double sens du terme.

L'incessante et opiniâtre dénégation de cette dimension moins rose de l'universalité du legs de la culture occidentale est constitutive de notre conscience d'être la *civilisation*, par opposition à la barbarie des autres. Et pourtant, dans tous ces flux de barbarie plus ou moins lointains qui nous affligent se lit à l'œil nu le retour du refoulé de *notre* histoire, de *nos* « passages » en ces lieux distants, de *notre* maîtrise sur le monde. Nous disons que l'aptitude à penser une réalité complexe, c'est d'abord la capacité de saisir des *rappports*. Inversement, l'aptitude de la (bonne) conscience occidentale à se vivre comme légitime et universelle pour le meilleur et non pour le pire, c'est d'abord sa capacité à *masquer* ces rapports. Quel rapport entre

le triomphe sans partage de l'obscurantisme clérical en Iran et le soutien sans faille apporté par les grandes puissances occidentales au régime du Shah ? Quel rapport entre l'appétissant fromage que furent et sont encore les ventes d'armes françaises à l'Irak et la barbare condamnation à mort de Salman Rushdie ? Aucun, bien sûr. Le « rapport », en revanche, nous le discernons très clairement en ces temps de Bicentenaire lorsqu'il s'agit d'exhiber l'impact du « message universel » de la Révolution française sur les neurones d'un Bolivar ou d'un San Martin. Etrange...  
 Ce n'est donc pas l'image d'une radicale altérité, d'un énigmatique « ailleurs » que nous renvoie le miroir de l'affaire Rushdie, ou, plus exactement, de l'admissible verdict de l'ayatollah. Pour nous, l'exergue à l'« affaire » qui s'impose, c'est : *de te fabula narratur*. Il y a, dans l'Histoire moderne et contemporaine, cette sorte de principe « moral » immanent et imputoyable en vertu duquel *elle finit toujours par rendre la monnaie de leur pièce à ses démiurges* — et avec intérêts. Tout se paie : l'ivresse des conquêtes napoléoniennes a pour prix le congrès de Vienne et l'obscurantisme de la Restauration, le traité léonin de Versailles la promenade européenne de Hitler, et, à son tour, l'euphorie vengeresse du III<sup>e</sup> Reich se trouve payée du prix du démantèlement de l'Allemagne... Sur le dos de l'innocent Rushdie — dont le seul tort et la seule présomption furent de se vouloir médiateur entre les cultures — l'Occident paie sa dette aux esclaves sur le dos desquels il édifia sa prospérité et forgea sa belle âme universaliste. L'Histoire se *venge*, inlassablement et, malheureusement, elle le fait sans tact particulier, sans s'arrêter aux détails. Rushdie n'est pas le bon coupable, c'est un bouc émissaire, au même titre que le sont les Palestiniens, voués, dirait-on, à payer éternellement pour un crime auquel ils n'ont eu de part ni directe ni indirecte — mais pour lequel, assurément, l'Histoire crie à bon droit vengeance.

## EN TOUTE INDEPENDANCE

Pour toutes ces raisons, nous, (et je glisse ici du « nous » qui nous désigne

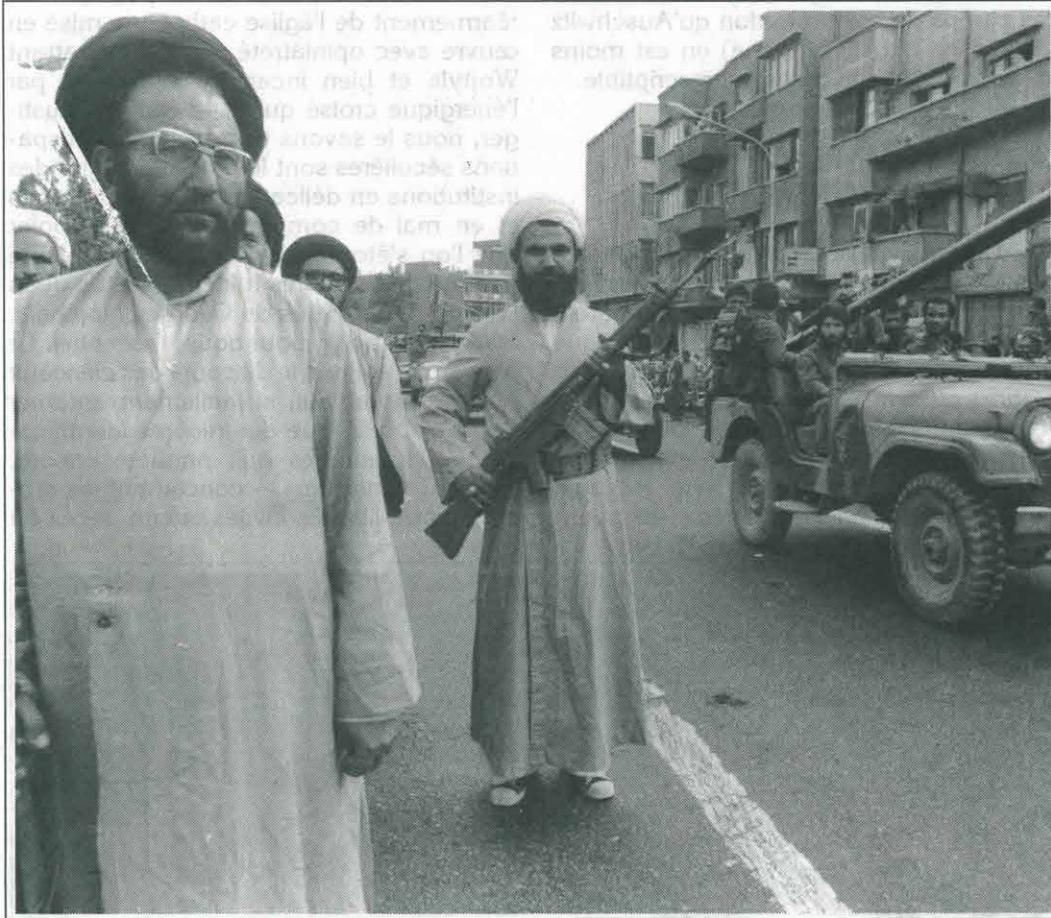
comme « Occidentaux », et tirant à ce titre de multiples privilèges et bénéfices de cette situation, à la manière de l'aristocratie ouvrière selon l'analyse classique de Lénine, à cet autre « nous » qui nous désigne malgré tout comme irrémédiablement irréconciliés avec ces « rapports », soit révolutionnaires, comme on dit encore, parfois) ne pouvons éprouver aucune forme de solidarité communautaire, idéologique, politique ou autre avec ceux qui, à l'occasion de l'« affaire », ont fait entendre la ou les voix de l'Occident. En l'occurrence, bien sûr, il ne nous est guère loisible de manifester notre totale indépendance de vue en pratiquant cette parodie grotesque et monstrueuse de défaitisme révolutionnaire que constitue l'attitude de quelques musulmans de salon à la Vincent Monteil et qui consiste à clamer haut et fort la légitimité des prétentions de l'ayatollah à légiférer, l'arc à la main, au nom de l'Islam, en toutes les causes et en tous les lieux. Pour Lénine, sujet du Tsar, le défaitisme révolutionnaire consistait en ceci : il appelait de ses vœux une défaite militaire de l'Empire russe, mais nullement en ce qu'il proclamait légitimes les visées expansionnistes de l'Allemagne de Guillaume II. De la même façon, notre indépendance et notre obstination à penser contre le courant, en ces temps où *l'esprit du juste milieu* tient lieu de passé partout philosophique, se manifestent en l'occurrence en ceci : nous ne pouvons éprouver aucune forme de solidarité à l'endroit d'un éditeur dont le premier mouvement, munichois, disons, est de manifester, après l'énoncé du verdict ayatollien, son inébranlable détermination à *ne pas publier les Versets sataniques*, pour faire ensuite volte-face, après que l'Elysée eut déployé son rassurant parapluie — non sans insulter au passage ceux des confrères qui s'étonnaient du premier mouvement. Bien sûr, bien sûr, le patron d'un puissant groupe de l'édition se sent responsable de la sécurité des biens qu'il administre et de ses employés. Mais c'est être bien piètre politique qu'imaginer qu'en la circonstance la retraite sans combat puisse être une issue ; la seule urgence raisonnable était alors d'éditer au plus vite *les Versets sataniques* en livre de poche et de multiplier les points de vente. De la même façon, nous ne pouvons nous sentir

d'aucune manière en communion d'esprit avec un ministre des Affaires étrangères qui clame qu'il n'aurait en aucun cas renoncé à son voyage en Iran, quand bien même la condamnation à mort de Rushdie eût été prononcée quelques semaines plus tôt, ni avec un maire de Paris qui renvoie dos à dos le grand sacrificateur et l'écrivain impie, ni davantage avec un président de l'Assemblée nationale qui prend la pose facile pour vitupérer l'« assassin » de Téhéran mais auquel les mots manquent pour stigmatiser ceux des territoires occupés par Israël. Pareillement, nous aurions été fort divertis, si la circonstance prêtait à rire, par le courageux ballet des ambassadeurs des pays de la CEE en poste à Téhéran — rappelées en consultation fin février et réexpédiées à Téhéran mi-mars. Si, pour Henri IV, Paris valait bien une messe, pour les « Douze », tous les « principes » de la terre ne valent pas un bon contrat avec Téhéran. L'imam ne s'y est pas trompé qui, fin mars, voyait l'Europe « humiliée » et « honteuse ».

Le procès Barbie a été l'occasion pour quelques esprits forts et autres radicaux dévoyés — l'avocat Vergès en tête — d'énoncer les lois de la relativité généralisée du barbare et d'en tirer les conséquences les plus extrêmes : au miroir des massacres de Sétif et de Madagascar, le jugement de Barbie par la justice française ne peut être qu'une farce, une dérision, une diversion, un rite compensatoire. Un crime en cache toujours un autre, chacun vit avec ses cadavres dans ses placards et bien présomptueux est celui qui s'avise de juger. Nous avons dit à l'époque notre désaccord avec cette position — et pas seulement à cause des enfants d'Izieu et du caractère unique, spécifique du génocide juif. De la même façon, nous ne considérons en aucune manière que le genre de « défaitisme révolutionnaire » que nous pouvons pratiquer à l'encontre des unions sacrées surgies en Occident face à la « flèche noire » fondamentaliste nous porte à accorder quelque légitimité que ce soit à l'appel au meurtre proféré par l'agité du bocal de Téhéran. Tenter de comprendre, ce n'est pas avaliser. La violence barbare des unes (comme elle s'exprima, par exemple, dans le renversement de Mossadegh par les Anglais, l'instruction

des tortionnaires de la *Savak* par des experts occidentaux) ne fournit aucun alibi à la barbarie des autres, ne constitue aucune circonstance atténuante à la liquidation en masse des opposants iraniens et des Bahá'í ou à la mise à prix de la tête de Rushdie. Ce n'est pas à un règlement de compte, à une opération de justice sommaire qu'appelle Khomeiny en convoquant au supplice l'écrivain britannique d'origine in-

de *légitimité*, des alchimistes rompus à l'art de métamorphoser les aspirations à l'émancipation en passions réactives, en ressentiment. C'est par pur abus et imposture que le fossoyeur de la révolution iranienne, le bourreau des dizaines de milliers d'enfants iraniens utilisés comme chair à canon sur le front irakien, le Premier Persécuteur des femmes iraniennes s'arroge le droit de décocher ses traits meurtriers au



dienne, mais bien à un *crime contre l'humanité*, contre la culture humaine, c'est-à-dire contre la vie. Dans un monde gouverné par les *diktats* de l'imam, comme dans celui que dictaient les oukases de Jdanov ou les foucades de Goebbels, l'épanouissement des manifestations les plus élémentaires de l'humanité en l'homme ne peut avoir cours. La caractéristique première des nombreux tyrans qu'a connus ce siècle est d'être des *usurpateurs*

nom de l'Islam et des musulmans du monde entier. Comprendre l'intrication, la mêlée confuse des différentes manifestations de la barbarie, saisir la dialectique diabolique du stalinisme et de l'hitlérisme, par exemple, ne doit en aucun cas incliner à mettre en œuvre dans l'appréhension des manifestations du barbare des approches *relativistes*. Si les millions de protagonistes de la culture communiste et « progressiste » qui, dans les années 1930-1950 ont

fermé les yeux sur les crimes staliniens sous prétexte que cette URSS-là constituait un « moindre mal » face à d'autres manifestations plus expansives du barbare avaient compris cela, l'URSS et le mouvement communiste n'en seraient pas aujourd'hui où ils en sont et la civilisation contemporaine aurait assurément meilleure figure. Inversement, ce n'est pas parce que Staline a, *lui aussi*, exterminé des millions d'hommes et de femmes dans des camps de concentration qu'Auschwitz (et tout ce qui s'y rattache) en est moins un *absolu*, l'absolument imprescriptible.

### COMME UN VOL DE CORBEAUX...

Nous sommes d'autant moins portés à voir dans l'anathème khomeynien l'expression d'une pure aberration extérieure à notre monde, d'une barbarie autre, que nous voyons depuis quelque temps *nos propres cléricaux* reprendre du poil de la bête (à bon Dieu) et retrouver, lorsqu'ils se mêlent des affaires publiques, une superbe qu'ils avaient, croyait-on, pour toujours perdue. Leurs « flèches noires », bien sûr,

ils les décochent sur un mode plus patelin que l'imam, — après tout, nous vivons quand même au pays de l'abbé Grégoire et du petit père Combes. Mais il n'empêche : ils savent, à l'occasion, se faire suffisamment convaincants pour que brûle le cinéma où est projeté *la Dernière Passion du Christ* et qu'y laisse sa vie un amateur de ces versets sataniques hollywoodiens. Que ce retour de flamme du cléricanisme constitue l'un des aspects de la politique de réarmement de l'église catholique mise en œuvre avec opiniâtreté par le très battant Wojtyla et bien incarnée en France par l'énergique croisé qu'est le cardinal Lustiger, nous le savons trop bien. Ces crispations séculières sont le propre des grandes institutions en délicatesse avec leur temps et en mal de compensations — au point que l'on s'étonne parfois de la troublante parenté des sombres fulminations de Jean Lustiger et de celles de Georges Marchais. Mais là n'est pas, pour nous, l'essentiel. Le plus grave est que le discours des cléricaux puisse aujourd'hui, si facilement *entamer l'esprit public*, que des repères identificateurs élémentaires qui, naguère encore, faisaient consensus — concernant les rapports entre libertés civiles et croyances ou



convictions privées, exerce de la liberté religieuse et laïcité, etc. — se trouvent largement *brouillés*. C'est au point que beaucoup, qui se soucient de Dieu et de l'extrême-onction comme d'une guigne, sont portés à admettre qu'en effet l'interdiction d'un livre, d'un film, d'un article, d'une peinture, d'un monument, d'une chanson susceptible d'« offenser les sentiments religieux » de telle ou telle communauté de foi pourrait se *discuter*. Or, précisément, dans notre espace culturel, *cela ne se discute pas*, cela ne doit pas se discuter. Notre droit de lire Sade et Bataille, de trouver un plaisir charnel et rien d'autre à contempler les petits culs rebondis des angelots baroques, de lire Voltaire et de voir les films de Bunuel, de visiter les cathédrales comme des musées et de dire « après vous, Madame » aux bonnes sœurs en leur tenant la porte, nous le tenons d'un combat séculaire et victorieux contre l'esprit et le pouvoir théocratique, contre le cléricalisme. Ce faisant et ce disant, nous n'offensons personne que les imbéciles qui pensent que le monde a été taillé à la mesure de leurs croyances ou de leurs effusions, nous n'interdisons l'entrée des églises à personne le dimanche matin, quand nous allons disputer notre match de foot ou, pour les plus déterminés d'entre nous, vendre *Rouge* sur les marchés. Cette légitimité historique, sanctionnée par la séparation des Eglises d'avec l'Etat, par l'existence du mariage civil, par le droit à être inhumé sans les sacrements, par la liberté de croire ou ne pas croire, et donc la liberté de se proclamer croyant ou incroyant, et donc le droit de critiquer Eglises et doctrines religieuses — tout ceci et bien d'autres choses constituent chez nous un *patrimoine de culture inaliénable*, est le résultat condensé d'une dialectique de l'émancipation dont nous pouvons, en toute légitimité nous proclamer, contre les cléricaux de toutes obédiences, héritiers et continuateurs.

Au reste, comme l'a judicieusement rappelé l'excellent Mgr Galliot, les grands mythes religieux ne sont la propriété d'aucune Eglise ni d'aucune communauté de foi particulière, ils appartiennent à l'humanité entière, serts qu'ils sont dans la texture la plus profonde de la culture universelle : « Mahomet appartient à l'histoire de

*l'humanité*, rappelait l'évêque d'Evreux, *on peut s'en emparer. Il n'appartient pas plus aux musulmans que le Christ aux chrétiens.*<sup>2</sup> » Pour la mémoire, la fantaisie et l'intelligence humaine, les grands mythes religieux constituent un inépuisable réservoir de connaissance et de sensibilité et chacun est libre d'y puiser. L'intertexte religieux est omniprésent dans l'œuvre du marxiste Ernst Bloch, Brecht adorait s'inspirer des chants d'Eglise ou de Temple, et les lecteurs de l'ouvrage que notre ami Daniel Bensaïd vient de consacrer au bicentenaire de la Révolution de 1789 auraient tort de s'étonner d'y trouver de constantes références à l'excellent catholique que fut Charles Péguy. Nous ne voyons pas pourquoi, si le programme d'étude des jésuites inclut un examen poussé de la pensée de Marx, les trotskystes se verraient dénier le droit d'aduler la petite bergère de Lorraine. De la même façon, il nous faut affirmer avec force que *la notion de « blasphème » est absolument étrangère au champ de la culture légitimée par l'Histoire dans lequel nous vivons*. Par définition, ce sont les lobbies ecclésiastiques et religieux qui décrètent ce qui est blasphème et ce qui ne l'est pas. Ils ne jouissent, dans notre culture, d'aucune légitimité leur permettant d'empêcher de parler, écrire ou créer celui qu'en leur âme et conscience ils ont par ailleurs le droit de juger imprécateur ou blasphémateur. S'ils ont l'épiderme spirituel si sensible que le môme film de Scorcese doive le leur mettre vraiment à mal, ils devraient s'inquiéter : c'est que leur foi et leurs créances sont bien labiles et fatiguées. De même, ils n'auraient garde d'oublier que les différentes formes de *sensibilité antireligieuse* — anticatholique notamment — qui continuent à se manifester d'une manière somme toute fort discrète (que l'on se rappelle les grandes batailles du début du siècle) ne sont pas totalement dépourvues de fondement historique et culturel : pour certains, Galilée, les marranes ou la Saint-Barthélémy demeurent une référence culturelle vivace. Cette sensibilité, les conservateurs qui président aux destinées de l'Eglise catholique continuent à l'alimenter en campant, par exemple, dans l'obscurantisme le plus complet concernant l'avortement et la contraception.

Cette *remilitarisation spirituelle* de l'Eglise catholique dont le néo-cléricalisme constitue l'un des aspects les plus saillants, nous ne sommes pas les seuls à la dénoncer. Fin mars, le père Valadier, honorable jésuite et directeur de la revue *Etudes* abruptement mis à pied pour cause d'excessive ouverture d'esprit, dénonçait dans le *Monde* la « *résurgence d'une Eglise intolérante et arrogante* ». A propos de l'affaire Rushdie, il exposait le point de vue suivant : « *J'ai expliqué que les autorités politiques et ecclésiastiques devaient se situer exclusivement sur le terrain du droit international, et non sur le terrain culturel et religieux. (...) Le climat de crainte qui règne aujourd'hui dans l'église catholique, où tout le monde a peur de tout le monde, me paraît grave.* »<sup>3</sup> Dans le même numéro du *Monde*, un journaliste illustre ironiquement la nouvelle devise qui, à l'occasion de l'affaire Rushdie, semble faire florès : « *Cléricaux de tous les pays, unissez-vous* » : « *Retour de l'ascenseur au Vatican et à Mgr Decourtay : l'Iran annonce son intention de boycotter le Festival international du film d'Istanbul qui se déroulera du 1<sup>er</sup> au 16 avril pour protester contre la projection de la Dernière Tentation du Christ, de Martin Scorsese...* »

L'écho que peut rencontrer aujourd'hui dans certains secteurs de l'opinion l'argument massue des cléricaux selon lequel devraient être légitimement bannis, interdits, pénalisés des œuvres ou propos susceptibles de « heurter » la sensibilité religieuse des uns ou des autres est un très sûr indice de l'érosion de représentations « civiques » ou « républicaines » qui, naguère encore, cimentaient le tissu social. On avait déjà eu l'occasion de s'en convaincre lors de la récente « guerre scolaire ». Il est, comme la banalisation des représentations xénophobes et ségrégationnistes, le retour du discours de la race opposé à celui de l'égalité (« Tous les hommes naissent... »), comme la percée des thèmes du nouveau darwinisme social porté par les ultra-libéraux, l'indice d'importantes et préoccupantes mutations de la conscience sociale, d'un affaïssement du « message » qui, précisément est aujourd'hui célébré en grande pompe — à l'occasion du Bicentenaire. Comme les malins du Club de l'Horloge il y a quelques années, les néo-con-

servateurs de l'Eglise catholique ont bien compris que ce malaise dans la culture fatiguée de la République laborieusement incarnée par les Chevènement et les Jospin constituait le terrain propice pour d'audacieuses opérations de *reconquête*. L'affaire du film de Scorsese fut la plus notoire d'entre elles. Ce n'est pas le moins du monde le caractère particulièrement outrageux du « blasphème » dont se serait rendu coupable le réalisateur américain (il est au demeurant sans doute l'un des rares grands du cinéma de son pays à se proclamer fervent catholique !) qui lui valut les honneurs de la charge cléricale. C'est, beaucoup plus trivialement, que ce film, promis de par son luxe et la notoriété de son réalisateur à un large écho dans le monde entier, constituait l'« objet », le support idéal pour une telle campagne. De l'actuel et télégénique Vicaire du Christ, les cléricaux ont appris que la propagation de la foi passait par la conquête des écrans. Ce qu'ils firent, avec beaucoup de maestria, à l'occasion. A l'heure où nous écrivons passe sur les écrans un film de Pedro Almodovar, coqueluche de l'avant-garde espagnole, où l'on voit, entre autres horreurs, quelques bonnes sœurs se shooter à l'héroïne et dealer joyeusement la poudre blanche dans un couvent, entre deux *pater* et trois *ave*. La charge est énergique, et même si ce n'est pas le « Dogme », ni le Christ, ni Marie qui se trouvent directement outragés, il n'en est pas moins que l'on trouvera largement dans ce film de quoi heurter plus d'une « sensibilité ». Mais non : réservé aux cinéphiles et projeté dans une seule salle du Quartier latin, il ne valait pas un commencement de *Vade retro*.

Il faut le répéter lourdement : toute cette histoire de « blasphème » sent le retour de l'ordre noir. Si le film de Scorsese est « blasphématoire », comme le serait celui de Chabrol, *Une affaire de femmes*, où l'avorteuse sur le point d'avoir le cou tranché psalmodie « *Marie, mère de Dieu, pleine de merde...* », ou celui de Godard, *Marie*, alors la moitié des films de Bunuel le sont, et il faut les retirer des cinémathèques, alors le *Christ crucifié* de Kazantzakis l'est aussi, tout comme *la Faculté de l'inutile* de Iouri Dombrovski et, à y regarder de près, *Ulysse* de Joyce aussi, sans

PCF :

Quand les dantesques étaient rouges

oublier toutes les imprécations et insolences surréalistes...

La seule chose que puisse, à bon droit, revendiquer les croyants, est qu'aucune entrave ne soit mise à l'exercice de leurs pratiques et cultes, à la propagation de leur foi en dehors des établissements publics, qu'aucun enseignement *antireligieux* soit inculqué à leurs enfants. Ce qui, à notre connaissance, n'est pas le cas dans nos



contrées. Pour le reste, personne ne les contraint à voir les films de Scorcese ou à lire Rushdie. Soulignons au passage l'insondable bêtise de ceux qui ne comprennent pas que le fait qu'un artiste exerce sa fantaisie à l'intérieur de tel ou tel grand mythe religieux (imaginant, ici, une scène inédite de la vie du Christ, et là, une autre de la vie de Mahomet) constitue la meilleure des preuves de la *vivacité* et de l'enracinement dans la culture contemporaine du mythe en question. Ce type de butor-là, pour qui compte avant tout la préservation du Dogme, ne comprendra jamais ce dont, pourtant, il devrait se réjouir : qu'un athée comme Rushdie demeure suffisamment immergé dans sa culture d'origine pour y inscrire le travail de son imagination, qu'un trotskyste à 100 % puisse parfois paraphraser les Evangiles pour exhorter les damnés de la terre au combat.

### L'AFFAIRE, ET LES AUTRES...

Cela étant dit, il faut toujours en revenir au mouvement premier : tenter de comprendre. Ceux qui, à Téhéran, ont allumé

l'incendie Rushdie sont loin d'être les seuls coupables, les seuls responsables de la mort des dizaines de musulmans tués à l'occasion de manifestations anti-Rushdie en Inde ou même de celle du recteur de la mosquée de Bruxelles<sup>4</sup>, pas les seuls responsables de la dérive de ces milliers de jeunes musulmans de France qui ont approuvé le monstrueux verdict de l'imam. Ceux-là, par exemple, nous savons bien qu'ils se ré-islamisent sur la pente du fondamentalisme dans l'exacte mesure où la République et la société française les enferment dans un ghetto, les traitent en citoyens de seconde zone, ou en indésirables. Nous n'aurions garde de les considérer du même oeil que ceux qui, à Téhéran, poursuivent la lutte pour le pouvoir par ces autres moyens que constituent l'appel au meurtre et l'autodafé, ni que ces émules du Pape ressaisis par l'esprit de croisade. Des premiers, nous dirons qu'il leur sera beaucoup pardonné parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils font, et des seconds qu'il leur sera aussi difficile d'accéder au Ciel qu'à un chameau de passer par le chas d'une aiguille. Nous n'aurions garde d'oublier non plus qu'en d'autres lieux de la planète, le Livre et le Message du Christ inspirent d'autres courages que celui des incendiaires du cinéma Saint-Michel et d'autres discours que celui des inquisiteurs et autres jeteurs d'anathèmes. Comme le Vatican, nous connaissons bien la différence entre la calotte en mal de contre-réforme et les héritiers de Camillo Torres.

Un mot pour finir. Comme toujours, l'intense *médiatisation* de l'affaire Rushdie déséquilibre notre perception des *proportions* de tel ou tel phénomène, *absolutise* un cas et, de ce fait même, fait passer à la trappe des réalités tout aussi dramatiques. En Turquie, au nom de la lutte contre la « propagande communiste » ou « séparatiste », on interdit des journaux, on brûle des livres, par dizaines. C'est bien plus gravé, en un sens, que la condamnation de Rushdie, tout comme l'exécution en masse d'opposants iraniens — mais c'est moins vendeur. Nous le savons, nous le disons. Mais il ne nous fallait pas moins tenter de démêler l'écheveau de l'affaire Rushdie ; seuls les ermites méditent loin de l'énorme bulle de l'actualité, et nous n'en sommes pas.

1. *Le Monde*, 15 mars 1989
2. *Le Monde*, 25 février 1989
3. *Le Monde*, 29 mars 1989
4. Voir *le Monde* des 26-27 février 1989 et du 31 mars 1989

# PCF : Quand les banlieues étaient rouges

JEAN LANTIER

**L**E PCF puise sa force dans ses assises municipales. L'ancienne ceinture rouge autour de Paris, les prestigieuses mairies historiques, tout cela faisait partie de son patrimoine. C'est ce capital qui vient, une nouvelle fois, d'être entamé par la politique préconisée par la direction liée à Georges Marchais. L'imparfait s'applique désormais pour parler des banlieues rouges, des municipalités sociales, qui firent, hier, toute une force aujourd'hui disparue. Or, ces pertes sèches, niées par l'appareil central, frappent le cœur même du PCF.

## LA FORCE QUI MONTE

Cette fois c'en est trop ! La direction du Parti communiste, satisfaite de ses résultats aux élections municipales, décide de contrer l'odieuse propagande médiatique destinée à faire croire que le PCF disparaît. C'est décidé, il y aura un tract, à cinq millions d'exemplaires, qui établira la vérité vraie sur les scores des communistes français. En rouge-vérité donc, le tract clame : « Aujourd'hui l'influence du Parti communiste se situe autour de 15 % ». Evidemment, si l'on ne partage pas la foi du charbonnier, on peut s'étonner de la méthode servant à établir un tel chiffre. 15 % de quoi ? 15 % de vérité, sans doute. Mais charbonnier est-il maître chez lui ?

En réalité, nombre de municipalités et nombre de sièges de conseillers municipaux sortent du rouge-vérité officielle. Beaucoup de mairies tenues par le PCF ont été préservées, comme Le Havre, Tarbes, Evreux, Calais, Thionville, Nanterre, Montreuil, Gennevilliers, Aubervilliers, Saint-Denis, Champigny, Argenteuil, etc. D'autres ont été sauvées malgré le PCF : Orly, Sainte-Geneviève-des-Bois, Le Mans. Car les militants du PCF les plus fidèles à la direction nationale préféreraient perdre ces trois villes avant même le premier tour pour de très limpides histoires de règlements de comptes internes. Mieux valait à Orly l'alliance avec le PS qu'avec Gaston Viens, vieux militant et résistant communiste !

Concernant les villes de plus de 20 000 habitants, le PCF en conserve 67, en gagne une (Saint-Quentin) et en perd douze (Amiens, Bègles, Alès, Saint-Dizier, Sartrouville...). Dans cette douzaine figurent des villes aux mairies communistes historiques telles que Le Petit-Quevilly, Romilly, Longwy, La Ciotat, Amiens. La perte des voix est parallèle à la soustraction des mairies : moins 1 845 voix à Montreuil, moins 2 052 à Colombes, moins 4 509 à Vitry, moins 6 180 à Ivry. Et dans nombre de municipalités d'union avec le PS, ce dernier renforce ses positions et se place en conquérant de ces villes au prochain rendez-vous. Dans les grandes villes, le PCF est marginalisé. Ce constat rouge vif, douloureux pour les militants du PCF, appartient au domaine public, pas à celui de la direction : à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, le PCF fait moins de 10 %. Derrière les Verts à Paris, Bordeaux et Strasbourg, derrière le Front national à Paris, Orléans, Tourcoing, Mulhouse, Boulogne-Billancourt.

Si l'on reprend les affirmations du tract salvateur, « depuis les législatives de juin 1988, le PC progresse à chaque scrutin ; qu'il s'agisse d'élire des députés, conseillers généraux ou des maires, d'élections générales ou partielles. C'est vrai partout. » La chose est d'autant plus surprenante que les résultats électoraux sont publics. La glasnost est intraduisible en langage PCF. Même quand les résultats se trouvent à portée de tout citoyen qui, en général, remarque ce qui se passe sur sa ville.

## L'ORIENTATION INTROUVABLE

L'analyse des résultats électoraux ne constitue pas cependant l'essentiel des débats. Au fond, en se reportant à son quotidien préféré, chacun vérifie les dires du PCF au moyen des chiffres officiels. En matière d'orientation politique, le test vérité à effectuer est plus ardu. Le comité central des 30 et 31 mars a abordé les vrais problèmes. Le tintamare sur « la vérité de la remontée du PCF » fut orchestré comme une diversion. D'ailleurs, Georges Mar-

**L'évolution du nombre de municipalités détenues par le PCF entre 1983 et 1989**

Ville	1983	1989	Evolution	Gain	Perte	Solde
Plus de 30 000 hab	53	46	- 13,2 %	1	8	- 7
De 9 à 30 000	128	94	- 26,0 %	3	37	- 34
De 3 500 à 900 hab	157	116	- 26,1 %	9	50	- 41
Moins de 3 500 hab	1 126	842	- 25,3 %	154	438	- 234
<b>Total</b>	<b>1 464</b>	<b>1 098</b>	<b>- 25,0 %</b>	<b>167</b>	<b>533</b>	<b>- 366</b>

Source : le Monde jeudi 27 avril 1989.

## LA VERITE SUR LE PARTI COMMUNISTE : LA FORCE QUI MONTE

En voici les preuves :

Les élections municipales ont constitué un véritable sondage sur l'influence du Parti communiste. Dans les villes qui leur semblaient plus favorables pour eux, les dirigeants socialistes avaient choisi de refuser l'union avec les communistes. Les listes séparées qui ont été présentées concernaient 9 millions d'électeurs, soit près du quart des électeurs inscrits, répartis dans tous les départements.

La droite en a souvent profité pour maintenir ses positions.

En comparant les résultats obtenus à ceux des élections législatives de juin 1988, le Parti communiste perd 264 900 voix soit 5,27 %, le Parti communiste gagne 133 000 voix soit 2,48 %.

Depuis les législatives de juin 1988, le Parti communiste progresse à chaque scrutin : qu'il s'agisse d'élire des députés, conseillers généraux ou des maires, d'élections générales ou partielles. C'est vrai partout.

Et si des municipalités à direction communiste ont été perdues, c'est le résultat de manœuvres politiciennes, d'alliances entre le Parti socialiste et la droite. N'en déplaie à ceux qui veulent vous imposer un nouveau tour de vis, le Parti communiste se situe bien autour de 15 %.

**Aujourd'hui l'influence du Parti communiste se situe autour de 15 %**

Voilà la vérité que les médias veulent masquer. Une véritable entreprise d'intoxication cherche à vous faire croire que le Parti communiste n'aurait plus les moyens d'être à vos côtés et ne compterait plus.

Pourquoi ?

La renouée du Parti communiste est insupportable aux forces qui veulent vous contraindre à la résignation, face à la loi de l'argent, au nom du consensus autour du marché unique européen. Pour mieux vous imposer des sacrifices supplémentaires, elles veulent empêcher qu'il y ait un vrai débat sur la nature de leurs projets et leurs conséquences sur la vie des français. Elles veulent cacher une donnée simple :

**La force qui monte et qui compte pour vous défendre et faire des propositions pour la France et pour l'Europe, c'est le Parti communiste.**

C'est un atout pour les luttes et les revendications. Cela se vérifie déjà par le soutien qu'apportent les communistes aux actions pour le pouvoir d'achat dans le secteur public ou privé, l'emploi, l'école, la défense des libertés, la lutte pour la Paix. C'est un atout pour la justice sociale et les diverses aspirations qui s'affirment.

Avec le marché unique européen de 1992, les affairistes veulent porter des mauvais coups contre vous et contre la France. Le Parti communiste appelle au rassemblement pour se défendre et que ça change. Avec un Parti communiste plus influent, vous pourrez mieux résister et peser plus lourd pour d'autres choix, plus justes et efficaces en Europe, pour chercher une vraie issue à la crise, pour de véritables coopérations entre les peuples.

Les élections européennes du 18 juin prochain, auront lieu à la proportionnelle. Cela veut dire que chaque voix — de la plus petite commune à la grande ville — sur la liste proposée par le Parti communiste, conduite par Philippe Herzog, permettra d'élire des députés européens sur lesquels vous pourrez compter en toutes circonstances pour faire valoir vos droits et les intérêts de la nation, pour développer la solidarité, l'entente entre les peuples.

Le vote utile, celui qui comptera pour vous, sera le vote pour la liste présentée par le Parti communiste.

**PCF**

**J'adhère au Parti communiste, la force qui monte et qui compte**

Nom .....

Prénom ..... Age .....

Adresse .....

Téléphone .....

Profession .....

Lieu de travail .....

Signature

---

à retourner au PCF 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris

Si vous désirez être davantage informé sur le PCF et son activité, vous pouvez écrire : PCF 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris

chais, dans son rapport, a planché en ne laissant dans l'ombre aucune question politique. Au risque d'apparaître désarmé face à la situation.

La grille de lecture PCF de la situation politique se résume-t-elle à la célèbre formule du glissement à droite ? Au sortir de l'élection municipale, elle figure à nouveau mais à une telle échelle de généralité qu'elle porte sa propre négation. « Nous avons identifié cette évolution par l'expression "glissement à droite". Et celui-ci se poursuit parce que la politique du capital se poursuit. » Les termes d'une telle affirmation confortent notre engagement communiste révolutionnaire. Car si l'on

accepte un instant son existence, le glissement est engendré par le mode de production lui-même. Il ne sera battu que par une rupture globale avec la logique du profit ! Cette rupture demeure étrangère au discours et à la pratique du PCF. Le secrétaire général poursuit sa démonstration sous d'autres auspices, beaucoup plus politiques.

Le PCF se déclare dans le camp du changement. C'est incontestable. « Tels sont les termes du combat politique : efforts des partis du consensus pour exclure du terrain politique la question du changement ; efforts des communistes pour rassembler les forces populaires dans l'ac-

tion pour se défendre et pour imposer d'autres choix. Il n'est désormais plus d'échéance électorale qui échappe à cette confrontation. » Soit, mais agiter la bannière de la cause, parler de la cause, cela ne résoud pas le chemin concret du changement. De quel changement s'agit-il, qui ne soit pas réduit à une figure emblématique mais exposé comme guide pour l'action ? La panne est évidente. Ni au comité central de fin mars ni en d'autres moments de réflexion, la question n'est résolue. Les termes de l'échange inégal entre Parti socialiste et Parti communiste commencent à se dessiner. Le PS, installé aux commandes de l'Etat, passe patiemment à l'étau-limeur toutes les vellétés de changement, qu'elles soient portées par des mouvements sociaux ou par des aspirations d'opinions majoritaires. Hier, c'était le temps des réformes à petit pas, sous Mauroy. Aujourd'hui, sous Rocard, la gestion loyale ne prend plus de fard. En ces termes nouveaux d'une pratique concrète du PS vieille de neuf ans, les propositions d'union devraient être examinées.

Le partenaire PS ne fut traité lors des municipales que comme un partenaire indispensable à la sauvegarde des mairies. Une orientation utilitaire, manipulatrice. Bien sûr, le partenariat PS-droite du centre au gouvernement a été analysé. « La concurrence — réelle — de la droite et du PS s'est donc déployée pendant cette campagne électorale sur un terrain nettement circonscrit : celui de l'acceptation de la même politique. » Voilà un allié difficile à manier qui, sciemment, élude la question centrale de sa propre politique au gouvernement. « Le gouvernement a pris grand soin de préciser à plusieurs reprises qu'il ne s'agissait avec ce vote ni d'approuver ni de condamner sa politique. Et la droite, toutes tendances confondues, a tenu le même langage. » L'unité avec le PS conçue par le PCF au plan municipal devait-elle respecter la loi du silence sur la politique de Rocard ? Marchais a *posteriori* confirmé qu'il fallait se rendre à cette condition : « compte tenu des objectifs que nous nous sommes fixés à ces élections, nous n'avons pas, nous non plus, institué de rapport entre ce vote et la politique gouvernementale. » Que reprocher dès lors au PS dans ses compétitions avec la droite

s'il s'agit de lui donner raison dans la dépolitisation de l'approche municipale ? Et, d'une autre façon, le PCF a jugé que pour garder plus de mairies au moyen d'une alliance avec le PS, il fallait le déclarer quitte de son action gouvernementale, le blanchir donc. « Mais nous avons dit aussi — ce fut un de nos principaux arguments en faveur du rassemblement de toutes les forces de gauche contre la droite — que les différences d'opinion entre communistes et socialistes sur la politique à suivre au niveau national ne constituaient pas de notre point de vue un obstacle à leur coopération dans les communes au service de la population. » L'union de la gauche à la base et *quitus* sur l'union PS-droite au sommet, tel fut l'exercice demandé aux militants communistes français à cette occasion.

Et cette attitude, même après le verdict des urnes, est réaffirmée comme la seule position offensive possible à l'égard du PS : « L'objectif majeur du PS : faire correspondre ses alliances municipales à son alliance gouvernementale et conquérir par ce moyen de nombreuses municipalités communistes. Disons le clairement : ç'aurait été le choix de l'irresponsabilité la plus totale »... que de faire autre chose que ce qui a été fait, affirme Marchais. Puisque le PS veut faire alliance avec le centre droit pour conquérir des mairies communistes, il faut faire alliance avec lui pour empêcher cette conquête, afin de le tirer à gauche, lui qui glisse à droite. Si l'on comprend bien, il s'agissait d'empêcher le PS de faire correspondre l'approbation politique gouvernementale et l'élection municipale. Mais Marchais dit lui-même que le postulat de base des socialistes était justement cette déconnexion municipales-politique de Rocard ! Difficile de présenter cela comme une victoire du PCF ! Selon la direction du PCF, le PS aurait conquis des mairies PCF s'il avait reproduit au plan local son partenariat gouvernemental ! Donc, c'est efficace et conquérant, et le PCF y a vu le danger principal ! Il était donc vulnérable au point de redouter les Rocard locaux alliés aux Durafour de sous-préfectures ? Quel aveu de faiblesse...

Le bilan ne porte pas les membres du PCF à l'optimisme concernant la méthode de traitement du PS. Le plus chaud parti-



san de la méthode utilisée, le rapporteur et secrétaire général, l'indique lui-même : « au total, en nombre de municipalités, le PS sort renforcé de ce scrutin. Il dirigeait 111 villes de plus de 20 000 habitants : elles sont désormais 132. » Selon lui (et les résultats officiels), le PS profite des triangulaires et des quadrangulaires... mais en outre : « Ces gains ont été acquis pour la plupart au second tour et dans l'union avec les communistes ». Le PCF sert fidèlement la progression du PS. Quoi de nouveau depuis 1974, date à laquelle les scores respectifs ont basculé en faveur du PS ? Le PS poursuit sa progression aux dépens du PCF. « Ce parti a gagné des municipalités qui étaient dirigées par la droite, il n'est pas parvenu à conquérir de nombreuses municipalités communistes. » L'allié PS reprend à la droite des mairies, mais pas au PCF qui l'aide d'ail-

leurs dans cette reconquête. Il profite des divisions de la droite (triangulaires). Le PS gagne donc sur toute la ligne ? Il convient pour l'anecdote de relater sous l'angle PS l'affaire du Mans : « Cette fois, le PS a utilisé une autre stratégie pour parvenir à ses fins. Celle d'une opération anti-communiste menée de l'intérieur de notre parti. » Le PCF infiltré par le PS ? L'addition est douloureuse : le PS profite de l'alliance, le PCF lui sert de caution gauche concernant sa politique gouvernementale et de réserves de suffrages au second tour, pendant qu'il drive de l'intérieur des opérations douteuses. Fichtre, quel bilan !

## LA PANNE HISTORIQUE

Le dernier congrès national, XXVI<sup>e</sup> du nom, indiquait, satisfait et débarrassé de



*l'Union de la gauche, qu'« en rompant avec la politique qui était la nôtre du temps du programme commun, nous avons aussi rompu avec l'habitude de nous déterminer par rapport au PS ».* Les élections municipales ont, à l'inverse, montré un PCF mettant tout son poids dans la balance pour obtenir du PS un accord qui lui était absolument nécessaire. D'une certaine façon, au-delà de l'agacement manifesté par les militants communistes français à l'égard du PS, jamais le degré de dépendance n'a été aussi total. Le constat est là : le PCF ne pouvait pas tenir son rang municipal sans alliance, à n'importe quel prix, avec le PS. Et le prix fut l'absolution de la politique de Rocard. L'affaire est apparue limpide aux yeux des électeurs qui ont boudé les urnes. La traite signée sur l'avenir représente une charge encore plus importante. Car rien ne semble plus empêcher le PS de représenter l'opposition locale et nationale à la droite, même s'il s'allie avec une partie d'entre elle au sommet de l'Etat. Pourtant, toutes les formules ont été utilisées par le PCF. Alliance avec un PS moribond en 1969 et signature d'un accord, le programme commun, en 1972. Rupture en 1977. Retour à l'alliance au gouvernement en 1981. Rupture en juillet 1984 et bataille contre la social-démocratie. Enfin, alliance aux municipales de 1989. Rien n'y a fait, le PS progresse, et le PCF, lui, régresse globalement. La panne et l'impasse sont historiques.

Le PCF n'avance plus, à aucun moment, la spécificité de sa gestion municipale. Le communisme municipal ne constitue ni plus ni moins que l'oxygène du parti.

Force est de constater qu'il s'aligne de plus en plus sur une version gestionnaire de gauche, que ne renieraient pas beaucoup de cadres sociaux-démocrates. Depuis fort longtemps, le PCF a renoncé à constituer ses bases municipales en vitrines d'une politique sociale, d'une orientation politique au service des travailleurs. L'oubli engloutit les pratiques municipales des grandes mairies de la ceinture rouge, n'hésitant pas à affronter les préfetures et l'Etat pour orienter les deniers publics vers les plus défavorisés. Le PCF incrusté dans l'appareil d'Etat par le biais de ses municipalités subit, depuis fort longtemps, la force attractive de la responsabilité de l'Etat au plan local. Quel désastre ce Paul Mercieca, maire-bulldozer de Vitry ! Et pour un scandale de ce type, combien de politiques insidieuses de quotas à l'encontre de l'émigration ? Et combien de programmes immobiliers, HLM ou pas, et de politiques sélectives de logements qui amènent une clientèle locative de cols blancs, peu attachés à une culture communiste prolétarienne, salariés solvables contrairement aux ouvriers plus exposés au chômage ? Le PCF, fédération de communismes municipaux, repose sur une base fragilisée par son assimilation en voie d'accomplissement dans un rôle de loyal gestionnaire. Dès lors, quelle distinction réelle peut être opérée par l'électeur moyen entre une gestion dynamique du PS et une gestion traditionnelle du PCF ? Cette situation se retrouve sans effort, en la considérant sous l'angle des personnalités dignes de succéder aux classiques maires populaires, fleurons du communisme municipal. Les « jeunes » n'ont ni la stature publique ni la camure communiste pour assurer la succession. Il s'agit d'une génération politique, celle des Lantermier (Gennevilliers), Ooghe (Sainte-Geneviève-des-Bois), Viens (Orly) et autre Dufrièche (Montreuil), qui ne travaillait pas chez Messerschmitt pendant la guerre, et qui n'a pas de relève. Et pour cause, la direction Marchais est peu encline au développement d'une politique de cadres tant soit peu autonomes sur leur localité.

Elargi au plan national, ce point de vue demeure tout autant efficace pour illustrer l'impasse historique. Quel programme dis-

# Vingt ans !

Le 1<sup>er</sup> Congrès de la ligne communiste (2<sup>e</sup> partie)

tinct et identifiable avance le PCF qui soit susceptible de rénover et de crédibiliser la perspective d'un changement politique ? En somme, le point de passage obligé qu'est le PS pour le PCF au plan municipal ne constitue rien d'autre que l'expression de cette perte globale d'identité programmatique. Le PCF continue d'être un parti lié d'une façon très spécifique à la classe ouvrière, ou du moins à certains de ses secteurs, essentiellement par la CGT. Il continue d'entretenir des liens privilégiés avec le Parti communiste d'Union soviétique, ou du moins avec certaines de ses fractions, non gorbatcheviennes. Il bénéficie toujours d'un appareil pléthorique de permanents qui forment le parti réel. Cet appareil a bénéficié d'une longue période légale d'après guerre pour se constituer. Le PCF est toujours autant réfractaire à la glasnost. Mais tout cela définit des traits originaux qui le distinguent du PS sans lui conférer un programme de changement supérieur, perceptible par les masses comme plus efficace. Le PCF s'en tient toujours au terrain électoral et, ironisant sur le « grand soir » des gauchistes, ne fixe que des grands soirs électoraux. A ce jeu institutionnel érigé en principe, il devient toujours plus perméable à l'ingérence de l'Etat, des normes de fonctionnement étatique, dans ses propres rangs. Machine électorale, il ne fixe ses dates qu'en fonction des calendriers institutionnels. Pour cela, depuis longtemps, le rouge du drapeau de la Commune a été encadré par le

bleu et le blanc du drapeau de la république bourgeoise. La stratégie politique exclut officiellement depuis 1976 (XXII<sup>e</sup> Congrès) la perspective de la dictature du prolétariat et de la rupture avec le mode de production capitaliste. Les ruptures partielles, préconisées à pas électoraux comptés, le rejettent sur le versant des partis traditionnels. Comment pourrait-il s'opposer à ce que le parti achevé de ce jeu institutionnel, le PS, le concurrence efficacement sur ce terrain-là ?

Que l'on ne s'y trompe pas. Le résultat électoral du PCF aux municipales est beaucoup plus significatif qu'il n'y paraît. S'il peut se dire parti de la classe ouvrière par son influence sur la CGT, il drainait, par ses mairies, nombre d'avantages politiques et... financiers. Au-delà de cette remarque pragmatique, le PCF entre désormais dans une crise d'identité. Son grand voisin italien vient d'être officiellement choisi comme le communisme officiel par la direction Gorbatchev. Traditionnellement et fièrement parti russe, le PCF se voit ignoré officiellement par la direction de Moscou. Et ce, au moment où elle établit un partenariat avec le PC italien et la social-démocratie allemande. Dilemme kafkaien, la social-démocratie européenne lui pose de nouveaux problèmes par le choix du PCUS, au moment où il n'arrive pas à se dépêtrer du seul PS français. La sortie de la crise semble s'éloigner à chaque scrutin électoral.



# Vingt ans !

## Le 1<sup>er</sup> Congrès de la Ligue communiste (2<sup>e</sup> partie)

ANTOINE ARTOUS

Il existait lors de la création de la Ligue communiste une question de continuité — voire tout simplement de tradition profonde d'existence — d'un courant marxiste-révolutionnaire en France. Une situation qui se faisait sentir naturellement au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il y avait d'abord un problème de direction (au sens large du terme, celui d'encadrement) et de construction d'organisation. Les deux étant liées. Nous avons déjà signalé comment le PCI, en conséquence de l'entrisme, mais pas seulement, puisque la marginalisation des courants marxistes-révolutionnaires avait été générale, fonctionnait davantage comme « fraction idéologique » que comme organisation regroupant des militants pour une intervention directe dans les luttes de classes.

### CONTINUITÉS ET RUPTURES

Aucune tradition de construction d'organisation indépendante n'existait donc. De plus, au travers des différentes scissions qui avaient eu lieu, le PCI avait perdu les différentes strates militantes accumulées depuis la Libération. Perte de la quasi-totalité des militants ouvriers qui avaient refusé l'entrisme. Perte en 1952 d'une génération, essentiellement formée d'étudiants et d'intellectuels, recrutés par l'entrisme, partie lors de la création de *la Voie communiste* à la fin des années soixante. Perte enfin d'une série de cadres, peu de temps avant 1968, suite à la rupture de Pablo.

Il serait illusoire de croire que les autres courants trotskystes avaient pu maintenir intacte une tradition politique et physique de leur courant. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, « les lambertistes » ne représentaient en rien l'ancienne « commission ouvrière » du PCI qui, en 1952, avait dirigé la rupture suite à l'exclusion de ceux qui refusaient l'entrisme.

*La Voix ouvrière* (qui deviendra *Lutte ouvrière*) avait en fait disparu au milieu des années cinquante pour se reconstruire à partir d'une nouvelle génération.

Mais ces deux courants, au début des années soixante, avaient reconstitué des

forces et commencé à construire des embryons d'organisations indépendantes, capables non seulement d'accueillir de nouveaux militants, mais possédant une certaine tradition pratique susceptible d'intégrer autrement qu'idéologiquement les « nouvelles générations ».

On peut estimer que cette tradition créée dans les conditions que l'on connaît a eu plus d'effets négatifs que positifs en donnant à ces organisations des profils sectaires très marqués. Mais le constat que nous venons de faire des différences d'avec le PCI est, lui, indiscutable.

De ce point de vue, la Ligue avait tout à inventer car, par ailleurs, si la JCR avait pu créer un style dans l'intervention politique, elle n'avait en rien initié une tradition propre en ce qui concerne la construction d'un courant en tant qu'organisation indépendante. La chose aurait été difficile en deux ans et compte tenu de son statut ambigu (à la fois organisation de jeunesse et embryon d'organisation révolutionnaire).

Toutes ces questions se reflétaient, au moment de la fondation de la Ligue, dans le problème des directions. La conscience n'en était d'ailleurs pas claire à l'époque. Mais cette direction était essentiellement composée de jeunes militants, non seulement dans « son assiette large » mais aussi dans son « noyau central » pour employer le jargon de la Ligue.

Une situation, nous l'avons dit, difficilement évitable puisque la presque totalité des représentants de toutes les strates qui avaient rejoint le PCI depuis la Libération avait disparu. « La jeune génération » ne prêta guère d'attention à cette situation, qu'il n'y avait d'ailleurs pas moyen de modifier.

Cette situation se trouvait d'ailleurs décuplée au niveau des villes. Il faut signaler enfin qu'il y avait très peu de militants ouvriers issus du PCI et encore moins de militants syndicalistes enseignants. Une chose qui pesait non seulement pour la structuration de l'intervention, mais aussi dans l'élaboration d'une orientation.

Ainsi, par exemple, sur la question syndicale. L'expérience des militants expérimentés, fut parfois précieuse. Dans la



FEN, ils coupèrent court à toute velléité de développer une dynamique de « syndicat rouge » à partir de l'EE. Dans les syndicats ouvriers, en particulier pour la CFDT, certains d'entre eux posèrent le problème de la tendance syndicale alors que, dans un premier temps, la Ligue raisonnait seulement en termes de fraction. Dans ce cas, ils furent moins vite entendus.

## PROGRAMME ET ORIENTATION POLITIQUE

L'adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale n'était pas non plus l'arrimage enfin trouvé à des rivages programmatiques garants de tout problème. Cela a été souvent dit, mais il convient de le répéter. Il s'agit moins des références programmatiques générales que des orientations politiques définies à

partir d'elles. Dans le cas de la France, la Ligue, dans les années qui suivirent immédiatement 1968, développa une orientation à dominante « gauchiste ». Nous n'employons pas naturellement ce terme à la façon du PCF à l'époque. Mais ni non plus dans le sens de Lénine dans *la Maladie infantile* concernant les courants qui, dans les années vingt, refusaient le syndicalisme, l'action électorale et parlementaire, etc.

Sur ces dernières questions, la Ligue avait des positions claires, comme sur d'autres mises en avant par l'Internationale communiste stalinienne des années trente (front unique seulement à la base, syndicalisme rouge, etc.) que certains groupes maoïstes reprenaient à leur compte... Par « gauchiste », nous entendons une thématique qui se retrouve au long de l'histoire du « mouvement com-

muniste », comme organiquement liée à lui, une fois établies les grandes délimitations par rapport aux réformistes et à « l'ultra-gauche » contre laquelle Lénine polémique dans l'ouvrage que nous venons de citer. Une thématique très présente dans les textes officiels des deux premiers congrès de l'Internationale communiste des années vingt qui servaient de référence explicite à la Ligue et dans ses thèses lors du congrès de fondation.

Sans détailler, disons que, outre une définition rigide des rapports du parti aux organisations de masse, cette thématique développe une vision quelque peu « catastrophique » de la période et une conception du processus révolutionnaire qui débordait rapidement les réformistes pour s'épanouir dans l'auto-organisation et les conseils ouvriers.

On pourrait mettre cette orientation au seul compte du manque d'expérience de la jeune direction de la Ligue. En fait, les choses ne sont pas si simples. Certes, de « vieux » dirigeants de la section ou de l'Internationale mirent en garde contre certaines simplifications. En particulier l'affirmation lancée alors par la quasi totalité de la direction de la Ligue de la mort de la social-démocratie.

Mais le fond de cette thématique « gauchiste » — un processus linéaire de développement organique des conseils ouvriers à partir du mouvement de masse et de ses expériences d'auto-organisation — ne fut pas combattu, pour la raison qu'il était présent dans les textes officiels majoritaires de l'Internationale. En particulier, pour ne prendre que ce seul exemple, dans son « document européen » (un texte qui définit une orientation générale pour ce secteur), qui sera adopté... au congrès mondial de 1974, c'est-à-dire pas mal de temps après l'éblouissement compréhensible, qui brouillait un peu le regard, de la grève générale de 1968 et à un moment où la Ligue commençait à remettre en cause cette vision.

Divers facteurs pesaient qui expliquent une telle approche. En particulier, une vision par trop optimiste et unilatérale de la situation politique. Mais il serait aussi intéressant de souligner plus en détail d'autres racines d'une telle démarche, qui ne sont pas nécessairement les mêmes pour la

« jeune » direction de la Ligue et pour les « vieux » dirigeants de l'Internationale (classement à l'évidence fort schématique...)

Dans le premier cas, on a affaire à un « gauchisme » classique, comme il a pu exister dans certains courants de l'Internationale communiste des années vingt. A la sous-estimation du poids des réformistes s'ajoute une vision trop volontariste du rôle que peut jouer le parti dans l'accélération des luttes de classes. D'autant que l'influence du Che et d'un certain « exemplarisme » était très forte.

Dans le second cas, il s'agit davantage d'une vision marquée de « propagandisme ». C'est-à-dire l'insistance quasi exclusive sur les tendances générales d'une situation qui estompent les médiations et les formes particulières que peut prendre un processus révolutionnaire par rapport à un schéma stratégique général.

Une démarche qui a pu d'ailleurs être présente dans le passé. Il suffit de regarder les textes produits par les trotskystes français (ce n'est pas le seul exemple) lors de la grève générale de 1936 et à la Libération. On y trouve souvent cette vision d'une marche quasi organique vers l'auto-organisation et les conseils ouvriers. Comme si la simple réaffirmation de données stratégiques générales se télescopait avec la définition d'une orientation politique plus précise. Quoiqu'il en soit, le tournant d'orientation qu'amorça la Ligue au cours de la préparation de son troisième congrès, vers une politique systématisée de front unique, n'est pas seulement un ajustement tactique aux nouvelles conditions créées par l'Union de gauche. Même si cet aspect des choses a évidemment pesé lourd.

C'est aussi une réflexion qui s'amorce sur ce que sont les éléments particuliers d'une stratégie révolutionnaire dans des pays capitalistes avancés et qui est nourrie par d'autres expériences que celle de la formidable mais brève explosion de Mai 68 : l'Italie, le Portugal, l'Espagne, mais aussi le Chili...

Il serait faux de croire en un mythique « programme trotskyste » que la Ligue aurait miraculeusement redécouvert après l'avoir oublié ou simplement méconnu. Il s'agit en fait d'un nouveau travail d'élabo-

ration à partir de l'expérience et d'une réappropriation des acquis historiques. Ainsi, par exemple, les limites des deux premiers congrès de l'Internationale communiste, qui, nous l'avons dit, avaient servi de références au congrès de fondation de 1969, sont soulignées. De même que le caractère inachevé du tournant politique représenté par les troisième et quatrième congrès de l'Internationale communiste. Des discussions sur la question du « gouvernement ouvrier » et les revendications transitoires se développent.

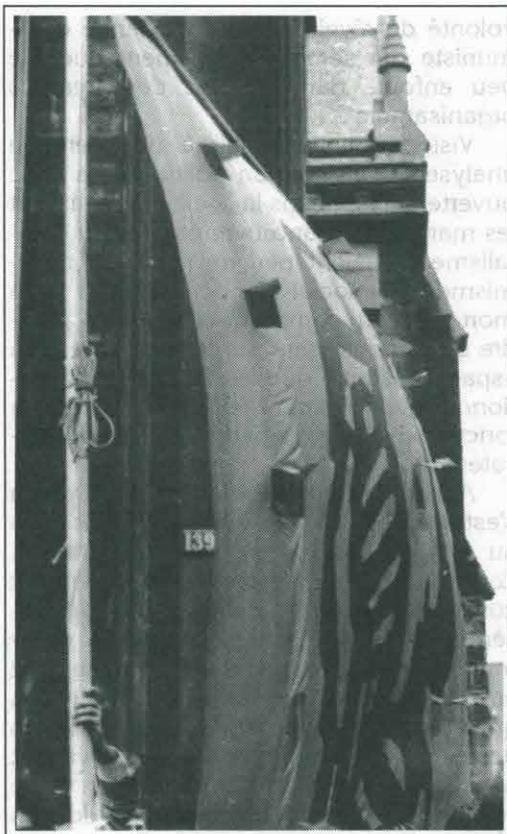
En fait, durant les années qui suivent 1974, s'élabore une orientation politique liée à une conjoncture (Union de la gauche puis division), mais aussi une mise en forme des perspectives stratégiques générales de la Ligue pour un pays comme la France. Ces dernières n'ont pas subi, depuis, de transformations fondamentales.

Ce n'est d'ailleurs pas là le signe d'un dessèchement particulier de la Ligue. Force est seulement de constater que depuis ces années-là les expériences de luttes de classes en Europe n'ont rien apporté qui puisse permettre de poursuivre plus avant la réflexion sur ces questions stratégiques générales.

## UNE CERTAINE FASCINATION PAR LE PC

Revenons aux années post-68. La rupture avec l'entrisme s'était amorcée de façon empirique à travers la création de la JCR, mais l'explosion de 1968 accéléra les choses, l'entrisme fut officiellement abandonné par le PCI (en fait, après le départ des jeunes à la JCR, il restait peu de militants dans le PC) et la création de la Ligue décidée de façon volontariste. Restait à savoir comment cette organisation allait se situer par rapport au mouvement ouvrier.

Nous n'allons pas décrire ici tous les aléas de la « tactique unitaire » mise alors en œuvre. Il faut pourtant souligner que sa perception générale de la recomposition du mouvement ouvrier fut pendant quelques années très marquée par l'héritage de l'entrisme. Ce dernier, en effet, s'appuyait sur une certaine vision : l'apparition, sous le choc des luttes de classe, de courants



centristes évoluant vers la gauche. Selon le jargon de l'époque, la rupture de « pans entiers » entraînant « les cadres organisateurs de la classe » qui, durant les décennies précédentes, avaient été structurés par le Parti communiste.

De là, une politique de la Ligue vis-à-vis du Parti communiste, visant par des batailles politiques et des campagnes centrales à peser sur l'évolution de ces cadres. En particulier, en apparaissant face à lui comme les véritables porteurs de la tradition communiste qu'il s'agissait en quelque sorte de réactiver. Ainsi, par exemple, était perçue la première campagne antimilitariste, menée dans les années 1970-1971 en soutien à des soldats emprisonnés.

Tout un aspect « exemplariste » des activités de la Ligue se comprend dans cette perspective. Les manifestations soudées, couvertes de drapeau rouge, l'action, violente si nécessaire, contre les fascistes, l'internationalisme sans cesse réaffirmé, etc. s'expliquent aussi par cette

volonté de réveiller une conscience communiste qui semble simplement quelque peu enfouie dans la tête des « cadres organisateurs ».

Vision qui s'articulait à une certaine analyse de la situation politique. La crise ouverte par Mai dans la société française et les marges de manœuvre étroites du capitalisme laissaient peu de place au réformisme. La social-démocratie était bien morte, le Parti communiste tendait à prendre sa place laissant sur « sa gauche » un espace politique que les marxistes-révolutionnaires pouvaient remplir afin de faire la jonction avec ces fameux « cadres-organisateurs ».

Assez rapidement pourtant cette vision s'estompa. Il est vrai que peu de fissures au sein du Parti communiste appaurent. Le courant en rupture, essentiellement composé de « personnalités » qui s'organisèrent dans les Centres d'initiative communistes, resta marginal et pas clairement en rupture avec le réformisme. Il travailla quelque temps avec le PSU, que certains de ses militants rejoindront (d'autres allant au PS). *Grosso modo*, il était partisan de l'Union de la gauche qui se mettait alors en place.

C'est dans ces années que la vision issue de l'entrisme, déjà d'ailleurs pas mal discutée, fut explicitement abandonnée. Démarche qui participait d'une remise en cause plus générale de la perception du mouvement ouvrier. Un des points essentiels en était la reconnaissance du nouveau PS comme un « parti ouvrier ».

Les conséquences de cette réévaluation furent importantes. Le processus de recomposition du mouvement ouvrier n'apparaissait plus à la Ligue comme une espèce de bataille entre le PC et les révolutionnaires pour gagner la direction de la classe ouvrière, mais comme un processus beaucoup plus complexe.

Ce ne fut pas un hasard si, quelque temps plus tard, lors de son congrès de 1974, la Ligue (la LCR, puisque tel était le nouveau nom de la LC qui venait d'être dissoute) s'orienta plus fermement vers une politique de front unique tout en développant une tactique spécifique en direction des groupes d'extrême-gauche. Il faudra d'ailleurs plusieurs années — jusqu'en

1978 — pour que les choses se précisent à travers de nombreux débats. Commence alors une autre histoire que nous ne pouvons aborder ici...

## **ARCHAÏSME ET MODERNITÉ**

Il ne faudrait pas comprendre les quelques remarques qui viennent d'être faites concernant cette polarisation de la jeune Ligue par le Parti communiste comme l'expression d'une adaptation politique à ce dernier. Un peu comme le symétrique de ce que faisaient les « lambertistes » de l'OCI par rapport à certaines fractions de la social-démocratie. Un tel risque n'existait pas compte tenu d'un antistalinisme fermement et fortement proclamé par la Ligue, mais aussi à cause de son orientation et de sa pratique qui prenait « bille en tête » — sans parfois d'ailleurs beaucoup de pédagogie — la moindre trace de stratégie réformiste. La campagne pour l'élection présidentielle d'Alain Krivine en 1969 en fut l'exemple type.

De façon générale, la Ligue mettait à l'époque beaucoup d'énergie dans tout ce qui était « apparition autonome », mise en valeur de sa volonté de construire un pôle réellement révolutionnaire, à gauche du Parti communiste, capable d'attirer à lui « les cadres organisateurs ». Mais il y avait surtout l'insertion pratique de la Ligue dans les diverses mobilisations.

La Ligue se situait bien ici dans la tradition de la JCR d'avant 1968. Il n'était pas question pour elle de subordonner les mobilisations ou initiatives dans les secteurs dits « périphériques » du mouvement ouvrier traditionnel à la mise en branle de ce dernier. Au contraire, son orientation était de s'appuyer sur celles-ci afin de le faire bouger et de produire en son sein des différenciations.

Une tactique qui s'opposait à celles de la plupart des autres courants d'extrême gauche. Soit que, comme l'Organisation communiste internationaliste et Lutte ouvrière (chacun pour des raisons particulières), le choix était d'être la plupart du temps absent de ces mobilisations « périphériques ». Soit que, comme les courants maoïstes, mais aussi le PSU, on veuille les développer mais en « contournant le stalinisme » comme disait la Ligue à l'époque.

De ce point de vue, la tactique de la Ligue vis-à-vis du PC et de la CGT, qui constituaient à l'époque les éléments centraux du mouvement ouvrier, relevait bien d'une politique de front unique. Certes assez élémentaire, et menée de façon activiste et débridée.

En tout cas, elle donnait à la Ligue une silhouette bien particulière qui a fait son originalité durant toutes ces années ; comme d'ailleurs par la suite. A la fois une volonté fermement maintenue d'ancrage au mouvement ouvrier « traditionnel » et un refus des dérives pseudo « modernistes », mais aussi une capacité d'ouverture réelle à tout ce que Mai 68 et les années qui suivirent mirent à jour. Attitude qui au demeurant avaient été initiée avant la grève générale par la JCR et le PCI.

Certes, au plan politique, le plus « traditionnel », nous avons signalé le retard dans la prise en compte du processus de renouvellement de la social-démocratie amorcé par la création du PS. Mais la chose dura

peu. Au contraire, la prise en compte de ce que représentait la CFDT ne posa pas de problème, même si, au départ, l'approche fut empirique et pas toujours maîtrisée. Le fait que de nombreux membres de la Ligue y militaient facilita cette prise en compte.

L'image d'une Ligue, certes sympathique, mais dotée d'une bonne dose « d'archaïsme », reproduction en miniature du PC, par rapport à d'autres forces d'extrême gauche (lesquelles d'ailleurs ?) ne tient guère la route. Non seulement à cause de la présence systématique de celle-ci dans ce que l'on appellera les « nouveaux mouvements sociaux ». Encore qu'il n'est pas mauvais de se souvenir que la Ligue joua dans cette période — et celle qui suivit — un rôle actif, voire déterminant dans la plupart d'entre eux (hormis de l'écologie), même si elle n'en fut pas toujours à l'initiative : on peut se référer aux débuts du mouvement femmes. Mais aussi par son approche politique et théorique des problèmes qui apparurent alors, et dont cer-

*Lors du meeting du 21 octobre 1987, hommage à Raul Sendic, fondateur des Tupamaros.*





tains d'ailleurs avaient commencé à être débattus avant 1968. On pourrait établir une longue liste (phénomène de la jeunesse, évolution de la classe ouvrière, oppression de la femme, etc.) en pointant chaque fois toutes les contributions politico-théorique des militants de la LCR. Surtout si l'on prolonge la période dont nous parlons ici jusqu'en 1978.

« L'archaïsme » dans la prise en compte de ces questions, il faudrait le chercher du côté des courants qui prétendaient alors faire du nouveau. En particulier bon nombre de courants maoïstes (de la Gauche prolétarienne aux courants internes au Parti socialiste unifié) qui, en fait, pratiquaient un épouvantable marxisme ouvrieriste et sectaire issu tout droit du stalinisme. Sous cet aspect leurs analyses étaient très proches de celles produites par le « marxisme-léninisme » du PC.

Bien sûr, ce travail de la Ligue connut quelques hésitations. Ainsi sur le mouvement femmes des réticences s'exprimèrent par l'intermédiaire, dans un premier temps, de la reprises des positions classiques de

l'Internationale communiste des années vingt sur le féminisme. Mais, dès 1973, les choses commencèrent à évoluer et s'approfondirent les années suivantes.

Là encore, on peut signaler la date de 1974. D'abord parce que la Ligue perdait une certaine rigidité qui fut la sienne après Mai. Ensuite parce qu'il ne faut pas non plus oublier que bon nombre de contradictions mirent quelque temps à mûrir dans la société française et, pour la plupart, s'exprimèrent après la grève générale. Enfin, la Ligue mit alors en place les instruments permettant d'approfondir une telle élaboration : formation (en particulier « école de cadres »), éditions (plusieurs revues, dont *Critique communiste*)...

En fait, c'était là l'autre face de la réflexion stratégique qui s'amorçait alors et que nous avons soulignée.

Les remarques sur ce travail politico-théorique ne visent pas à enjoliver la réalité. On ne saurait, en effet, sousestimer ce type de travail dans la construction de l'identité d'une organisation et son installation dans la durée.

# La dollarisation

## ● A propos du livre de P. Salama

NICOLAS BENIES

**L** E nouveau livre de Pierre Salama, *la Dollarisation*<sup>1</sup>, est petit par la taille (100 pages) mais fondamental quant aux domaines théoriques et pratiques traités. C'est un livre qui fera date. Il s'inscrit dans la continuité de *l'Etat surdéveloppé* (1983), chez le même éditeur, dont la lecture est recommandée pour comprendre et apprécier le dernier chapitre intitulé « Privatisation et démocratisation de l'Etat ». Les théorisations auxquelles ce livre nous invite sont élaborées, pour l'essentiel, à partir de l'expérience des pays d'Amérique latine. Reconnaissons que nous restons un peu sur notre faim concernant la situation des pays d'Asie du Sud-Est. Encore que la différence entre économies « intraverties », celles des pays latino-américains, et économies « extraverties », pour l'Asie du Sud-Est, offre un cadre théorique intéressant et permet d'apprécier les effets différents, voire opposés, de la même tendance, celle de la « dollarisation ». Négatifs pour l'Amérique latine, ils sont positifs, pour l'heure, en ce qui concerne les « quatre dragons » (Corée du Sud, Singapour, Hong Kong, Taïwan). Pour comprendre la genèse de ces deux ensembles, il faut relire le livre de P. Salama avait écrit en collaboration avec P. Tissier : *l'Industrialisation dans le sous-développement* (Petite collection Maspero, 1982).

### LE NOYAU DUR

L'auteur le note dans son introduction : « *L'Etude des effets pervers des politiques d'ajustement constitue le "noyau dur" de ce livre.* » Autrement dit, il analyse les effets des politiques mises en œuvre par les gouvernements des pays d'Amérique latine (en particulier au Brésil, en Argentine et au Mexique), qu'elles soient « orthodoxes », imposées par le Fonds monétaire international (FMI), ou « hétérodoxes ». Les premières reposent sur l'analyse néo-classique, les secondes sur l'analyse keynésienne.

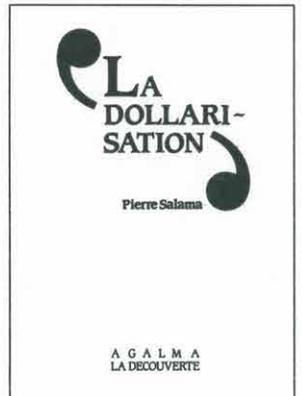
Ces deux théories trouvent leurs référents dans la structure des pays capitalistes développés. Elles supposent, pour obtenir des résultats positifs, et non des « ef-

fets pervers », le développement préalable de la production marchande, et sa généralisation. Or, ces pays qu'on appelle semi-industrialisés sont marqués par le sous-développement. A partir de ce constat, P. Salama nous invite à la réflexion sur les spécificités des économies dans lesquelles la production marchande n'est pas encore totalement généralisée et où l'Etat joue le rôle fondamental de diffusion des rapports marchands et/ou capitalistes. Ce qui le conduit à des définitions nouvelles du sous-développement et de la tendance à la dollarisation inhérente au sous-développement lui-même. Il débouche ainsi sur l'analyse des politiques suivies et de leurs effets catastrophiques dans le contexte de la crise financière qui secoue ces pays depuis août 1982, moment où le Mexique a connu une quasi-fallite. Cette crise financière a révélé la crise économique larvée qui y sévissait et dont la solution appelle la définition d'un nouveau régime d'accumulation. Mais elle a aussi des conséquences aggravantes du fait de son autonomie relative par rapport au système productif. Dans ces quelques lignes, nous voulons simplement donner une idée de la force des démonstrations de l'auteur et inviter à poursuivre la réflexion en ouvrant le livre.

### UNE DEFINITION QUALITATIVE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

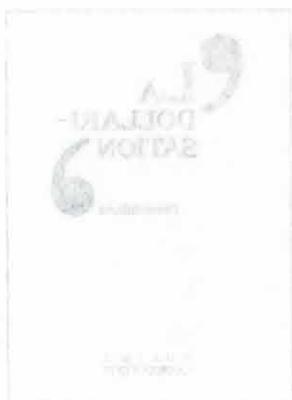
La définition du sous-développement ne peut être principalement quantitative, telle celle que donnent les organisations internationales, FMI et Banque mondiale. Ces dernières laissent percer, dans leurs dénominations, un profond mépris pour l'ensemble des pays regroupés sous l'appellation « tiers monde ». Elles classent désormais les pays en « NPI » (nouveaux pays industrialisés), le haut du panier, ceux se rapprochant le plus du modèle occidental, et en « PMA » (pays les moins avancés), les plus éloignés du même modèle occidental. Cette discrimination, à connotations racistes, est à bannir.

L'échec des définitions quantitatives, la nécessité de tenir compte de l'industrialisation partielle liée à des caractéristiques



# La dollarisation

© A propos du livre de P. Salama



semblables pour tous les pays du tiers monde, conduit à définir le sous-développement « par les conséquences de l'extension du capital dans un milieu qui lui était à l'origine étranger par la densité de l'espace-temps dans lequel l'accumulation se déroule » (page 24). L'Etat, dans ce contexte, joue un rôle clé dans la naissance et la diffusion des rapports marchands et/ou capitalistes.

Sur ce terrain, l'auteur reprend en les enrichissant les analyses de Rosa Luxemburg dans *l'Accumulation du capital*, livre qui n'a rien perdu de sa force et qui représente un point de départ pour tous les théoriciens du tiers monde, et celles de Lénine dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Sans parler de celles de Marx, bien évidemment.

## LA DOLLARISATION

Elle est définie dans les termes suivants : « Ce sont les fonctions de la monnaie-dollar qui se substituent à celle de la monnaie nationale. » (page 19). Le dollar, mais ce pourrait être le yen, a toujours rempli la fonction de réserve de valeurs. C'était le « cheval de Troie » qui pouvait conduire, comme c'est le cas actuellement, à la remise en cause des autres fonctions de la monnaie nationale, qui est unité de comptes et moyen d'échanges à l'intérieur des frontières de l'Etat-nation. En conséquence, la souveraineté politique se trouve sapée, et cette conséquence, à son tour, devient cause de l'accentuation de la dollarisation. Cette situation est, pour l'instant, propre aux pays sous-développés. Comme le souligne l'auteur, « l'intégration des marchés financiers internationaux rend plus difficile et moins efficace la poursuite d'une politique monétaire nationale » pour les pays capitalistes développés. Cette même intégration des marchés financiers conduit au développement de la spéculation au détriment de l'investissement productif.

C'est dans ce contexte général — sous-développement, tendance à la dollarisation, endettement —, que P. Salama analyse les politiques proposées et appliquées pour lutter contre la crise financière et la crise économique, ainsi que leurs conséquences. A partir d'août 1982, le FMI

a imposé aux pays latino-américains, et aux autres, une politique drastique d'austérité, qui passe par la privatisation et la réduction du déficit budgétaire, avec l'objectif de vaincre l'inflation, et des maxi-dévaluations visant à résoudre le lancinant problème de l'endettement, en augmentant les exportations et en diminuant les importations. Mais cette politique ne prend pas en compte la liaison dette externe/dette interne, les dévaluations ont donc pour conséquence de gonfler la dette interne et d'accentuer la dollarisation, provoquant ainsi la dépression. La financiarisation des entreprises s'accroît, les activités spéculatives prennent le pas sur les activités productives, et la spirale de la « désindustrialisation » se met en place...

Une première conclusion se dégage : si les politiques orthodoxes « ne sont pas à l'origine de la crise (...), elles l'ont précipitée et lui ont surtout conféré un caractère durable. La dette externe a joué comme un multiplicateur de la dette interne au rythme des surdévaluations ». La potion libérale n'est pas magique : loin de sortir de la crise, elle y enfonce !

## ET KEYNES ?

Des politiques dites « hétérodoxes » ont été tentées. « Selon cette conception, la crise provient davantage d'une insuffisance de la demande que d'une inadaptation de l'offre. » Les gouvernements argentin avec le plan Austral, et brésilien avec le plan Cruzado (qualifié de plus hétérodoxe), ont tenté d'augmenter la demande sans aller jusqu'à l'augmentation du pouvoir d'achat. Dans un premier temps, ces politiques ont eu des résultats positifs, mais, faute d'avoir pris la mesure des conséquences de la crise financière et des transferts dus à l'endettement, elles se sont traduites, elles aussi, par un échec.

La conclusion, non tirée par l'auteur qui, à juste titre, insiste sur les risques encourus par la démocratie dans ces pays : rompre avec le marché mondial capitaliste. Ce qui suppose une autre logique de production. A notre sens, les classes ouvrières de ces pays peuvent en tracer la route. Au total, un livre motivant, intéressant, ouvrant des pistes nouvelles à la réflexion. Il faut le lire.

1. *La Dollarisation, Le tiers monde dans la crise*, collection Agalma, éditions La Découverte.

# Le trotskysme aujourd'hui

● A propos du livre de P. Turpin

FRANÇOIS SITEL

« **B** IEN plus qu'une étude historique, cet ouvrage devra donc être un guide de réflexion », explique l'auteur dans sa présentation.

C'est dire que si Pierre Turpin s'appuie sur une connaissance très poussée des divers courants trotskystes internationaux, nourrie de la lecture attentive de leurs textes de congrès et de leurs publications régulières, son projet n'est pas d'abord de dessiner une typologie de ces divers courants ni un tableau de leurs divergences. De même ses références aux grands éléments programmatiques du mouvement trotskyste et à la pensée de Trotsky lui-même ne visent pas à l'étude du trotskysme en tant que tel, mais à étayer une thèse à la fois plus circonscrite et plus ambitieuse, parce que personnelle.

D'où une étude qui, même si elle prend en compte l'histoire du communisme depuis la Révolution russe et le parti bolchevik, se concentre principalement sur la période 1979-1988.

1988, année du cinquantenaire de la IV<sup>e</sup> Internationale, et donc invitation aux bilans et aux mises à jour. 1979, parce que Pierre Turpin considère cette année comme un tournant de la situation mondiale marqué par les effets de la révolution nicaraguayenne et la révolution iranienne. Deux révolutions qui, selon lui, ont touché aux fondements même du mouvement trotskyste l'obligeant à des révisions décisives, même si celles-ci nécessiteront du temps pour se concrétiser.

« Les révolutions iranienne et nicaraguayenne ont marqué un tournant de la situation politique mondiale, écrit-il, qui posera en ce sens, et pose encore aujourd'hui de multiples problèmes théoriques et pratiques aux courants révolutionnaires internationaux. » (page 9) C'est en fonction de cette compréhension que l'auteur revient sur la scission de 1979 de la IV<sup>e</sup> Internationale à laquelle il consacre un chapitre de son livre. Il voit dans les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> congrès mondiaux de la IV<sup>e</sup> Internationale une réappréciation d'ensemble des

données du mouvement trotskyste. En particulier la perspective d'une recomposition générale du mouvement révolutionnaire qui devrait amener à des révisions programmatiques et organisationnelles et permettre le rapprochement avec des organisations issue du maoïsme et du centrisme.

« Le XII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale-parti mondial de la révolution socialiste consacra, en effet, un tournant dans l'histoire du mouvement révolutionnaire mondial que le XI<sup>e</sup> Congrès mondial de 1979 n'avait qu'ébauché. Nous ne parlons pas seulement, ici, du tournant vers l'industrie, (...) mais de la réévaluation globale de ce que devait être, selon le Secrétariat unifié, l'intervention des militants révolutionnaires. Or, cette reformulation des thèses sur lesquelles devait se baser l'action des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale ne conduisait pas uniquement à une appréciation positive du rôle joué par le FSLN au Nicaragua, mais aboutissait à une réappréciation des relations qu'il convenait d'entretenir avec d'autres organisations dont beaucoup étaient issues du maoïsme. » (page 133)

Pierre Turpin se veut volontiers « iconoclaste », n'hésitant ni à critiquer Trotsky, ni à remettre en cause, d'entrée de jeu, la notion de « faillite historique » de la III<sup>e</sup> Internationale, notion originaire du trotskysme.

Contestable souvent, irritante parfois, sa thèse répond à l'objectif visé : non pas ressasser des débats anciens, mais en ouvrir de nouveaux...

L'appareil critique qui accompagne l'ouvrage — chronologie mondiale de 1979 à 1987, lexique des principales notions politiques, notices biographiques et bibliographiques sélectives — témoigne de l'ampleur de ses études. Militant dès quatorze ans, dans les rangs du Mouvement de défense des handicapés (MDH), Pierre Turpin a ensuite adhéré au Mouvement des Jeunes Communistes, avant de rejoindre les JCR puis la LCR. Le travail qu'il a réalisé pour cet ouvrage ne peut que forcer l'admiration.

PIERRE TURPIN

LE  
TROTSKYSME  
AUJOURD'HUI



L'HARMATTAN

# Eloge d'un monde perdu

● Sur *Le Rêve mexicain*, de J. M. G. Le Clézio



DIDIER HANNE

« Articuler historiquement le passé ne signifie pas le connaître "tel qu'il a été effectivement", mais bien plutôt devenir maître d'un souvenir tel qu'il brille à l'instant d'un péril. »

Walter Benjamin<sup>1</sup>

**B**EAUTE et étrangeté de ces nuits tropicales, quand on lève les yeux et que se révèle l'admirable densité du ciel, empli d'innombrables étoiles dont on ne peut pas savoir lesquelles, mortes il y a des millénaires, continuent d'envoyer leurs lumières, leurs fantastiques ainsi privées de base, mais qui durent néanmoins jusqu'à nous sur le seul support du temps.

Voici précisément le genre de ciel nocturne et pur qu'on risque de ne plus voir que très rarement à Mexico, après quatre siècles de « progrès » : car la ville, autrefois capitale superbe, presque irréelle, de l'empire aztèque, se trouve aujourd'hui défigurée, monstrueuse, prise au piège d'un hiver industriel qui menace d'être définitif, et elle fermente en puant sous le couvercle de nuages toxiques qui asphyxie ses habitants<sup>2</sup>.

Entre les charognes de la modernité et l'univers disparu des Indiens, cruel mais limpide, cela fait un moment que Le Clézio a choisi son camp : il affirmait déjà dans un livre publié en 1971<sup>3</sup>, et qu'on comprend mieux à présent, qu'est paru son « rêve mexicain » : « *La rencontre avec le monde indien n'est plus un luxe aujourd'hui. C'est devenu une nécessité pour qui veut comprendre le monde moderne.* »

Cette civilisation évanouie dans l'histoire, avec ses lois, ses arts, sa langue, sa beauté propre, il ne reste plus que les livres, en effet, pour réfracter jusqu'à nous son éclat d'astre mort.

Mais ce n'est pas un livre d'histoire qu'a écrit Le Clézio ; il n'a rien rapporté de ses fouilles au fond de la mémoire, rien en tout cas qui n'ait été découvert et déjà transcrit par d'autres, pas de trouvailles ou de ruines qui auraient été jusque-là négligées par les chercheurs. Sa « révélation » est ailleurs, elle se situe dans un autre ordre : donner à la conquête, à la démolition et à la mise en coupe réglée du Mexique préhispanique par les colonisateurs européens

un sens rétrospectif, avec un anachronisme de sang-froid qui opère la mise en correspondance du passé et des catastrophes immédiates ou potentielles de la modernité.

## L'ECLAT D'UN « MONDE ENFANT »

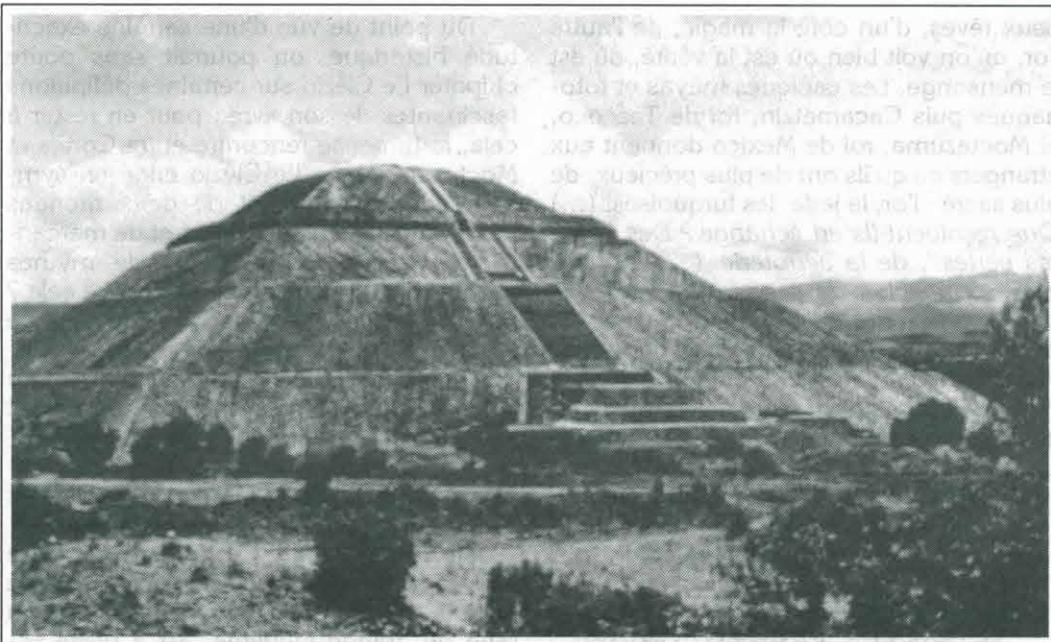
C'est à partir d'une relecture des deux textes les plus significatifs pour la compréhension du monde mexicain, celui de Bernal Diaz del Castillo<sup>4</sup> et celui de Bernardino de Sahagun<sup>5</sup> que Le Clézio a reconstruit l'univers de magie, de rites et d'harmonie avec la nature qui était celui des Indiens Nahuas avant le débarquement de Cortès et de ses bataillons de moines bourrés de bonnes intentions (1517).

Comment ne pas être frappé de stupeur par la description de cette société qui au siècle de sa brève apogée (le xv<sup>e</sup>) avait fini par étendre son emprise sur un territoire étendu sur près de la moitié de l'actuel Mexique ? La découverte de la vallée somptueuse de Mexico, cité interdite, par les soldats de Cortès, éblouis de découvrir une ville « plus belle que Venise », avec son architecture complexe, ses jardins suspendus, ses ponts qui se croisent au dessus d'un lac transparent, est rendue par Le Clézio en des pages admirables qui ne peuvent qu'enflammer l'imagination.

Les Mexicas, peuplade tard venue des plateaux du Nord, avaient fondé Tenochtitlan (Mexico) sur le plateau d'Anahuac en 1325, à l'endroit indiqué par les dieux, selon la légende au moyen d'un signe qui ne trompait pas : un aigle posé sur un cactus.

Aux origines, rien ne semble les distinguer de la myriade de tribus qui parcourent le Mexique en tous sens ; rien, si ce n'est un art consommé de la guerre. Ce n'est que par la suite, une fois installés dans la vallée de Mexico, qu'ils s'approprèrent les

Les illustrations, ainsi que la photo de couverture, sont empruntées au livre de Laurette Séjourné *la Pensée des anciens Mexicains* éditions François Maspero-Fondations, 1982.



Pyramide du soleil. Teotihuacan.

richesses culturelles d'une vieille civilisation amérindienne mystérieusement effacée au XII<sup>e</sup> siècle, celle des Toltèques qui habitaient Tula, une capitale fabuleuse. Fascinant phénomène de mimétisme collectif que celui qui va s'emparer de ces « Mexicas » plus ou moins barbares, et leur faire s'incorporer, en les enrichissant, et les portant à leur paroxysme, tous les mythes et tous les dieux des toltèques ! Le syncrétisme s'opérera en quelques décennies pour aboutir à l'extraordinaire complexité de la vision du monde aztèque<sup>6</sup>.

C'est dans le dédale de cet univers perdu que descend Le Clézio. Avec une volonté méticuleuse de ne rien oublier, de ne rien laisser de côté pour tenter de donner, une dernière fois, la parole aux Nahuas massacrés par Cortès, mais aussi à tous ces dieux qui emplissaient de signification le ciel du Mexique d'alors, à toutes ces idoles abattues par les soldats implacables de la chrétienté. D'où ces pages longues, denses, lentes, lancinantes, où Le Clézio, un à un, énumère et décrit, avec un amour du détail qui trahit son émouvante passion, les grands mythes mexicains : mythes du temps, d'un temps original comme retourné sur lui-même et annonciateur d'une sorte de désastre répétitif qui ne sera pas pour rien dans l'incroyable

paralysie des indiens face aux cinq cents soldats de Cortès ; mythes d'une création de l'homme qui serait en même temps une destruction et dans lesquels les aztèques puisent leur respect de la nature, mère nourricière, mythes de ces dieux innombrables à double faces, dotés de qualités et de défauts, ce qui ne manquera pas d'intriguer les curés espagnols effrayés sans doute de toutes ces nuances indécentes, dieux que Le Clézio prend un malin plaisir à nommer les uns après les autres, en un beau défi à l'oubli : « Quetzalcoatl », « Huitzilopochtli », « Tezcatlipoca », « Illamatecutli »... Surperbe litanie qui, mieux que cent études érudites, fait passer tout près sur la nuque du lecteur le souffle d'un peuple énigmatique englouti par le progrès.

### LE MANICHEISME, DEBUT DE LA SAGESSE ?

Le Clézio s'est vite fait repérer, avec son « rêve mexicain », dans le monde de la critique bien pensante, littéraire ou journalistique. Etait-il bien raisonnable, en effet, en 1988, de décrire ainsi la rencontre entre Cortès et Moctezuma, le roi de Mexico : « C'est justement dans cette rencontre des

deux rêves, d'un côté la magie, de l'autre l'or, qu'on voit bien où est la vérité, où est le mensonge. Les caciques mayas et totonaques puis Cacamatzin, roi de Tezcoco, et Moctezuma, roi de Mexico donnent aux étrangers ce qu'ils ont de plus précieux, de plus sacré : l'or, le jade, les turquoises. (...) *Que reçoivent-ils en échange ? Des "pierres vertes", de la verroterie. (...) L'on ne peut s'empêcher de penser que Cortès et ses hommes durent rire sous cape de la bonne affaire. De la verroterie contre de l'or, l'ère coloniale pouvait commencer.* » N'était-il pas imprudent de poursuivre, quelques pages plus loin : « Cortès va ex-



L'empreinte du Dieu Invisible sur le visage d'une déesse. (Codex Borgia).

clure le monde indien, et, l'ayant réduit à l'esclavage, il permettra la conquête de tout le continent américain, du Canada à la Terre de Feu. Sans l'or, sans la matière première, sans le travail des esclaves surtout, quel eût été le sort de l'Europe et de sa « révolution industrielle ? »

On avait, c'est vrai, en ces « années Fienkielkraut-Glucksmann », un peu perdu l'habitude d'entendre dire, dans un langage si simple et si cru, quelle fut, « du point de vue des vaincus », la vérité barbare de l'accumulation du capital, aux temps féroces de la colonisation du monde par les bourgeoisies européennes !

Et Le Clézio n'a que très faiblement répliqué aux critiques qui lui reprochaient son « manichéisme » dans la description de l'affrontement entre les conquérants espagnols et les Mexicains ; il a même parfaitement assumé son « idéalisation de la société amérindienne<sup>7</sup>. »

Du point de vue d'une certaine exactitude historique, on pourrait sans doute chipoter Le Clézio sur certaines définitions fascinantes de son livre : pour en rester à cela, la fameuse rencontre entre Cortès et Moctezuma, que Le Clézio érige en symbole de l'affrontement de deux mondes inconciliables, l'un de rapine et de mercantilisme, l'autre de magie et de mythes solaires n'était-elle, sur l'instant, que cela ? La vérité oblige à rappeler qu'en matière de rapines et « d'échange inégal », les aztèques s'y connaissaient un peu, eux qui à la suite de guerres incessantes entre le XIII<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècle, avaient édifié un empire terriblement contraignant pour tous les peuples périphériques vaincus, soumis par Mexico au paiement d'énormes tributs.

De même, l'analyse de la place prise par les sacrifices humains dans la société Nahua, et que les Aztèques élèvent au rang de grande industrie, est à peine esquissée, ou, quand elle l'est, cède un peu vite à la tentation d'une explication trop esthétisante pour être réaliste. Certes, la pratique systématique des sacrifices s'accordait parfaitement avec certains mythes religieux et une vision du monde où le devenir vacillant de celui-ci était suspendu à la nécessité pour les hommes d'alimenter en sang humain l'énergie aléatoire du soleil. Mais c'est bien une naïveté que de croire sur parole les Aztèques sur ce sujet ! Des analyses plus dubitatives et sans doute plus réalistes ont été entreprises, notamment celles de Laurette Séjoumé. Elles ont montré que les boucheries quasi quotidiennes qui scandaient le rythme de la vie à Tenochtitlan remplissaient certainement une fonction plus prosaïque de maintien par la terreur d'un ordre social extrêmement hiérarchisé et totalitaire (au sens rigoureux de la notion), univers implacable dans lequel la domination des « seigneurs » et du roi s'enracinait par la force la plus brutale, avant de se parer des mythes les plus grandioses<sup>8</sup>.

Après leur défaite, dont Le Clézio souligne qu'elle s'apparente par bien des aspects à un énorme suicide les Indiens, du Nord au Sud des Amériques, furent les victimes d'un effrayant génocide humain et d'une impitoyable entreprise de déculturation<sup>9</sup>. Un des deux grands massacres fondateurs du monde capitaliste mon-

deme (avec la traite des Noirs : quinze millions de déportés, un continent laminé, qui ne peut pas encore s'en remettre !). Dans ces conditions, le jeu du balancement circonspect entre les bourreaux et les victimes, on comprend qu'il soit odieux à Le Clézio et qu'il lui préfère un clair parti pris. Dans certaines circonstances exceptionnelles, il y a une forme d'imbécilité extrémiste à vouloir demeurer modéré dans l'analyse, et équitable dans la répartition des torts.

C'est de ce point de vue que Le Clézio a entièrement raison de dire que dans cette formidable collision du XVI<sup>e</sup> siècle, la civilisation était du côté des Indiens et la barbarie chez les Espagnols, même si une telle affirmation implique de renoncer, en connaissance de cause, à appréhender tout le passé « tel qu'il a été effectivement ». Comment ne pas faire, alors, le rapprochement avec les *Thèses sur la philosophie de l'histoire* de Benjamin dans lesquelles celui-ci opposait, à un « historicisme » vulgaire consistant à utiliser « la masse des faits pour remplir un temps homogène et vide », le « principe constructif » de l'historiographie matérialiste à la recherche d'un « signe » d'inter-

ruption du devenir, percevant la « chance de faire sortir par effraction du cours homogène de l'histoire une époque déterminée » ?

### L'ECLIPSE EMPECHEE

C'est que la lumineuse beauté de ce livre ne provient ni seulement de la langue splendide de Le Clézio, ni uniquement de son aptitude magique à réanimer l'univers disparu des Aztèques, mais de cette question qui obsède chacune de ses pages : « *Q'aurait été notre monde, s'il n'y avait eu cette destruction, ce silence des peuples indiens ? Si la violence du monde moderne n'avait pas aboli cette magie, cette lumière ?* »

Après l'exil dans le passé, l'aller au fond de l'histoire, voici le retour au présent, dans ce monde contemporain prisonnier de l'argent-roi, où rien ne peut plus être touché sans la médiation de la marchandise, où la nature est piétinée par des forces de destruction que personne ne contrôle courbé devant un avenir noir comme une éclipse terminale.

Image aztèque d'un ciel cosmique.



que pour dans ces édi-  
tion de l'homme. Les Gar-  
de l'école de J. J. Goussier,  
dans le chapitre  
Tome Humaine et érotique  
le Grand dans le l'homme  
actuels par Serge Gira-  
trava dans la collection  
Dictionnaire de Gaili-  
mond

5. Lire son interview par  
A. de Gaudart dans LA  
Revue du 22 septembre  
1985 et l'interview aux  
entrées de page 110 C. L. 3  
C'est d'ailleurs au  
François-Duval en 1981  
mai 1988.

6. La France des années  
Médiation par L'histoire  
Séverin, traduit par F.  
Maspero dans la collec-  
tion Folio de 1982.  
A la fin de la page de  
on peut observer que  
c'est un point d'arrêt  
répond par les autres  
de son étude les autres  
tion géométrique et  
d'ambler les deux an-

1. « Thèses sur la philosophie de l'histoire » dans *les Essais 1935-1945*, bibliothèque Médiations, chez Denoël-Gonthier.
2. Voir *Libération* du 27 janvier 1989, l'article de Jo Anj « L'hiver pose un couvercle sur Mexico ».
3. Il s'agit de *Hai*, qui est édité avec ses illustrations dans la collection de poche Champs de Flammarion.
4. *Histoire véridique de la conquête de la Nouvelle-Espagne*, qui a été réédité par La Découverte en 1987.
5. *Histoire générale des choses de la Nouvelle-Espagne*, également édité par La Découverte en 1981. On peut lire aussi la traduction partielle qu'en a réalisé Michel Butor en 1981, aux éditions Fata Morgana.
6. A ce sujet, deux petits livres d'accès facile, puis-

que parus dans des éditions de poche : *Les Quatre Soleils*, de J. Sous-telle, dans la collection Terre Humaine ; et surtout *le Destin brisé de l'empire aztèque*, par Serge Gru-zinski, dans la collection Découvertes de Gallimard.

7. Lire son interview par A. de Gaudemar dans *Libération* du 29 septembre 1988, et référence aux entretiens avec J.M.G. Le Clézio diffusés sur France-Culture en novembre 1988.

8. *La Pensée des anciens Mexicains*, par Laurette Séjourné, réédité par F. Maspero dans la collection Fondations en 1982. A la décharge de Le Clézio, on peut observer que c'est un penchant assez répandu parmi les auteurs qui ont étudié les civilisations préhispaniques que d'embellir les rites aztèques les plus terrifiants, en affectant de prendre au mot les justifications dont ils les couvraient, comme par exemple le prétendu consentement des victimes à leur exécution. Le sommet du genre étant atteint, évidemment, par Georges Bataille dans le texte d'une conférence, prononcée en 1928, et intitulé « L'Amérique disparue » (*Œuvres complètes*, tome I, Gallimard).

9. Sur l'état d'esprit des conquérants, lire deux livres aux coordonnées complètement opposées : *la Conquête du Mexique*, d'Herman Cortès, grand rapace, et *la Découverte de l'Amérique*, de Christophe Colomb, intrépide aventurier porteur d'utopie ; tous deux publiés aux éditions La Découverte, le second avec une riche introduction de Michel Lequenne.

Le Clézio insiste à plusieurs reprises sur « l'attitude d'amour et de respect que les cultures préhispaniques avaient pour la nature », sur leur absolue méconnaissance de toute notion de propriété foncière. La terre étant ce qui est déjà là, reçue comme un trésor donné à chaque homme et préservé par les générations qui l'ont précédé, sa nature est d'être indivisible. Comment envisager qu'elle puisse être accaparée, clôturée, répartie en lots, découpée en cadastres ? Souci de maintenir une harmonie entre l'homme et la nature, innocence devant les vices de propriété, tels



Chevalier Aigle peint sur une fresque à Teotihuacan.

étaient les principes de toutes les civilisations amérindiennes, principes dont on pressent mieux aujourd'hui à quoi mène de les avoir si orgueilleusement négligées... Et, en effet, ce qui se lit en filigrane dans *le Rêve mexicain*, c'est bien la critique de ce monde : l'éclat éblouissant des amérindes, c'est la laideur de la modernité qui le leur rend. Le Clézio ne cache pas son désenchantement par rapport au présent ; il a, visiblement, l'intuition que l'humanité, quelque part à partir d'une bifurcation maudite... de l'histoire, a fait fausse route pour courir aujourd'hui à sa perte, et que l'accumulation formidable de marchandi-

ses et d'échanges à un pôle est simultanément une déperdition terrible de sens et d'authenticité sous un autre angle.

Terrifiants paradoxes de notre vie actuelle : plus on parle, plus on bavarde, plus on communique et moins on semble de se dire quelque chose. Plus on possède, plus on accumule, plus on entasse, et moins on existe, au fond.

C'est pourquoi l'interrogation de Le Clézio et son idéalisation des Indiens ne sont pas celles d'un rêveur naïf. Ses questions sont rien moins que vaines : que serait-il arrivé, quelles catastrophes auraient pu être évitées si les Indiens avaient pu poursuivre leur évolution, apporter leur contribution à la sauvegarde du monde, s'il avait été possible de les écouter, au lieu de les livrer au premier génocide de l'histoire de l'humanité ? *Et si, finalement, ce monde perdu, c'était le nôtre ?* Comment se fait-il qu'après un intervalle de près d'un demi-millénaire nous sentions la sombre prémonition que contient ce fragment de mélodie indienne venue tout droit du rêve mexicain :

« Non pas pour toujours ici sur la terre

« Mais seulement pour un bref instant.

« Même les jades se brisent,

« Même les ors se fondent,

« Même les plumes du quetzal se cassent.

« Non pas pour toujours ici sur la terre,

« Mais seulement pour un bref instant. »

Si d'un monde éliminé il y a si longtemps, si d'un univers aussi complètement étranger au nôtre peuvent encore nous provenir de grands enseignements, alors le soupçon peut s'installer, le doute est là, sobrement mais efficacement instillé par Jean-Marie Gustave Le Clézio : une route différente existait, et savoir cela compte autant qu'enregistrer qu'elle n'a pas été prise ; un autre monde était possible, le présent réel n'est pas plein, massif et immobile ainsi qu'une roche au dedans de laquelle nous serions captifs, il est lézardé, il vibre de virtualités, il peut, il va bouger.

Grand livre, simple et pur comme le Mexique. Grand écrivain, calme et radical, comme il faut, Le Clézio.



## **Où va l'URSS de Gorbatchev ? de Ernest Mandel, 400 pages, 130 francs (sortie début mai)**

A quelques semaines de l'arrivée de Gorbatchev en France (4 au 6 juillet prochain), Mandel nous montre dans ce livre pourquoi les phénomènes qui secouent l'Union soviétique aujourd'hui constituent l'événement international le plus important depuis la victoire de la révolution chinoise en 1949. L'effet détonateur de la glasnost et de la perestroïka en URSS même a enclenché un bouleversement qui, d'ores et déjà, transforme les rapports de forces à l'échelle planétaire.

### ***Aliénation ou autogestion, le dilemme de notre temps, de Victor Leduc***

Dirigeant du PCF puis du PSU, aujourd'hui membre des rénovateurs communistes, auteur de nombreux livres et fondateur de *Raison présente*, Victor Leduc nous propose dans cet ouvrage une analyse approfondie sur deux questions qui ont déchiré la conscience ouvrière tout au long du siècle.



### ***Permanence de la révolution. Pour un autre Bicentenaire***

Enthousiastes, critiques ou flamboyantes, ces vingt contributions sur 1789-1794 se veulent un sérieux bémol au consensus honteux qui se tisse autour du Bicentenaire. Par Etienne Balibar, Daniel Bensaïd, Johann-Sebastian Beek, Denis Berger, François Dosse, Florent Gabriel, Florence Gauthier, Jean-François Gay, Annie Geffroy, Philippe Geneste, Guy-Robert Ikni, Georges Labica, Olivier Le Cour Grandmaison, Michel Lequenne, Michaël Löwy, Keith Mann, Gilbert Pago, Michèle Riot-Sarcey, Patrick Tort, Eric Toussaint.

librairie  
diffusion

#### **LA BRECHE**

heures d'ouverture

lundi : de 14 h 00 à 20 h 00  
du mardi au samedi  
de 12 h 00 à 20 h 00

**Achetez-y  
tous vos livres**

5 % d'avoir à partir  
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis, 75011 Paris  
Tél : 43 67 63 57

Catalogue sur demande aux  
éditions La Brèche :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93 108 Montreuil

Le Salon du livre a lieu au Parc des expositions,

métro Porte de Versailles,

aux dates et horaires suivants :

19, 23, 24 mai : 11 h - 22 h,  
20, 21 mai : 10 h - 19 h,  
22 mai : 17h - 22 h,  
25 mai : 11 h - 19 h.

Nous vous y attendons, avec vos amis et connaissances,  
au stand D 24, avec nos collections et tout notre fonds.  
Téléphone au Salon du livre : 40 44 05 47